L'unité

N°78 - 2F 50 L'hebdomadaire du Parti socialiste 28 septembre 1973

EXCLUSIF

LE PRINCIPAL COLLABORATEUR D'ALLENDE RACONTE LA TRAHISON DES GENERAUX

Sommaire

3
Ce que nous pouvons faire pour le Chili

4
Juan Garces raconte la trahison des généraux

Le dernier message de Salvador Allende

8
Elections :
La « poussée socialiste »

Besançon et le P.s.u.

9
A la tour prends garde

10
Social : La guerre des montres

11
Angers :
Les grévistes séquestrés

12
Budget :
Les fantômes de Giscard

13
La « justice fiscale » attendra

14
Racisme :
La riposte des Algériens

15
Médecine :
Une urgence : la formation permanente

16
Ecole : Le bruit et la fureur

La menue monnaie de Fontanet

18
Cinéma : Un cri rouge

19
Aéronautique :
Le rêve passe

20
Les mésaventures de Concorde 3,1416

24
Ma part de vérité :
L'armée et l'argent,
par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Barrigues (pages 18, 20) Carlos Brito (page 21) ; Jean-Pierre Coureuil (pages 2-12) ; France-Match (page 5) ; Pascal Lebrun (page 16-19) ; M.D. Puech-Fotolib (pages 10-11) ; Sabadel (pages 9-14-15) ; Teich (page 7) ; U.p.i. (pages 4-5-6-7).

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

Desgraupes, Lalou et Barrère consacrent leur « médicale » à la contraception (21 h 25, ch. 1).

SAMEDI 29

Jean-Louis Curtis a adapté « Les célibataires » de Montherlant (20 h 35, ch. 1).

DIMANCHE 30

« Vivre autrement » : Jean-Marie Drot au Québec (20 h 35, ch. 2).

Un Bunuel sardonique : « La vie criminelle d'Archibald de la Cruz » (22 h 30, ch. 2).

Résultats des élections cantonales (22 h 45, ch. 1).

LUNDI 1er OCTOBRE

Alain Decaux raconte : « L'honneur de Mme Caillaux » (21 h 35, ch. 2).

MARDI 2

Adapté de Peyrefitte (l'autre : Roger) par Delannoy : « Les amitiés particulières », aux Dossiers de l'écran (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 3

« Les travailleurs et le pouvoir dans l'entreprise » : un débat entre Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du P.s., et l'ancien ministre Albin Chalandon (20 h 35, ch. 1).

JEUDI 4

Pétillant et tendre : « Belles de nuit », de René Clair (20 h 35, ch. 1).



Théâtre

*** Théâtre du Lucernaire : « Scènes de Don Juan » de Oscar Venceslas Lubic-Milosz.**

Abjection et agression. Ici, Don Juan n'est plus simplement cynique, il est abject : il persécute de ses vices et de ses violences son père agonisant. Un rôle cousu main pour Laurent Terzieff.

*** Odéon-Théâtre de France : « Fracasse » de Serge Ganzl, mise en scène de Marcel Maréchal.**

Une pièce de cape et d'épée. Du « grand spectacle » avec ce que cela sous-entend de démagogie et de tape-à-l'œil. Avec Jean-Claude Drouot-Thierry-la-Fronde, dans le rôle du héros au grand cœur.

*** Théâtre des Bouffes parisiens : « Une rose au petit déjeuner » de Barrillet et Grédy.**

Du « boulevard » prétendument rajeuni à la sauce « design ». La clownerie niaise par excellence. Accrocher solidement sa mâchoire avant d'acheter un billet.

*** Théâtre Palace (8, rue du Faubourg Montmartre) : « Luxe » par le groupe T.s.e.**

Un pastiche méchant du music-hall des années 1920, une satire des revues nues.

Au milieu de la scène : un grand escalier...



Livres

*** Pierre Gaudibert : De l'ordre moral (Grasset).**

Une analyse très crue et très dure du pompidolisme par le conservateur du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris. On a souvent comparé l'actuel président de la République à Napoléon III — Badinguet ; Gaudibert le rapproche de Mac-Mahon et de Pétain. Non sans raison : avec les Druon, Galley, Marcellin et autres serviteurs, la Ve République glisse vers un «fascisme mou ». Un pamphlet implacable. A lire d'urgence.

*** Xavier Pommeret : m = M (Editions Pierre-Jean Oswald).**

Une pièce présentée lors du dernier Festival d'Avignon. Un ton grinçant pour raconter la mort de Marie Blondeau, tuée lors d'une manifestation le 1er mai 1892 à Fourmies.

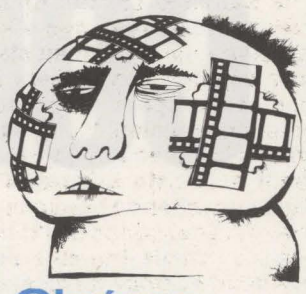
ROMANS

*** Albert Deza : Le cri dans le désert (Albin Michel).**

De Naples à la médina de Tunis, un homme cherche sa vie. perd sa femme, gagne son combat politique, s'épuise, s'oxygène, piétine, avance. Un livre entre joie et deuil. Un beau cri.

*** Adrien Salmieri : Elpenor, la nuit (Julliard).**

L'aventure, fictive, d'un jeune aviateur compagnon d'Annunzio : écœuré, fauché, chômeur, il finira avec la chemise noire des fascistes de Mussolini.



Cinéma

*** Ingmar Bergman : Cris e chuchotements.**

Voir en page 18 de ce numéro.

*** Gilles Carle : La mort d'ur bûcheron.**

L'auteur des « Mâles » et de « La vraie nature de Bernadette » en a fini de sa déambulation ironique dans le Québec de la mythologie. Cette fois, c'est par dérision que se nomme Maria Chapdelaine l'héroïne partie en quête de son père, disparu depuis des années. Et c'est la réalité économique et sociale canadienne qu'elle croise sans cesse : la contagion de l'« American way of life », la révolte des travailleurs du bois... Pourquoi hélas Carle s'est-il abandonné, dans sa réalisation, à tant d'incohérence ?

*** John Huston : Juge et hors-la-loi.**

Dans un sty'e certes différent de sa précédente réussite, « Fat City », voici encore Huston au mieux de sa forme. Après le boxeur usé de « Fat City », le truculent pseudo-juge — Paul Newman, extraordinaire — qui établit « sa » loi dans un coin du Texas avant de devoir abandonner son royaume aux trusts du pétrole et du chemin de fer. Une pincée de nostalgie, pas mal de lyrisme et beaucoup d'humour : même « crépusculaire », le western reste un genre inépuisable. Voilà du cinéma qui rend heureux.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE POUR LE CHILI

NOUS avons reçu cette semaine des nouvelles en provenance directe du Chili. Elles sont d'autant plus alarmantes qu'elles émanent de sources que nous ne pouvons évidemment indiquer mais qui sont pour nous indiscutables.

A travers la censure absolue que la junte militaire a imposée depuis le 11 septembre, une horrible réalité apparaît peu à peu. A la fin de la semaine dernière, le nombre de morts était au moins de 12 000, mais sans doute plus élevé. Le bombardement qui a rasé la « poblacion » de La Legua a fait, à lui seul, 3 000 tués. Dès les premières heures du putsch, un grand nombre de militaires fidèles au gouvernement ont été exécutés à l'intérieur des casernes. Les affrontements qui ont suivi dans plusieurs quartiers de Santiago ont fait de nombreuses victimes. Chaque nuit, des exécutions ont lieu au Stade national et au stade du Chili, où sont détenus des milliers de militants chiliens et étrangers. Parmi eux, le grand chanteur communiste Victor Jara, qui a été fusillé dès les premiers jours, ainsi que le dirigeant socialiste Eduardo Paredes. On est sans nouvelles de beaucoup des principaux leaders des partis de l'Unité populaire et de la C.u.t., mais il semble, comme Régis Debray le pressentait ici même la semaine dernière, que la plupart d'entre eux ont pu passer dans la clandestinité ; ce que confirment d'ailleurs les « avis de recherche » que publient les seuls journaux chiliens autorisés à paraître (voir notre document ci-contre).

Les fascistes qui occupent le pouvoir à Santiago ne font pas le détail : les maisons pillées et saccagées se comptent par milliers. Celle de Pablo Neruda, quelques heures après sa mort, n'a pas été davantage épargnée que celle de Salvador Allende le jour même du putsch. L'action de la junte s'inspire directement du « plan Djakarta », c'est-à-dire l'élimination de tous les « rouges ». « Extirpar el cancer marxista, hasta las ultimas consecuencias », a dit le général Leigh. Les « ultimes conséquences », c'est l'assassinat d'un peuple coupable d'avoir aimé la liberté au point d'avoir permis à ses ennemis de s'en servir aujourd'hui pour l'écraser.

Sommes-nous totalement impuissants devant un tel drame ? Nous pensons au contraire qu'il y a beaucoup à faire pour aider les Chiliens qui se battent contre le fascisme. La première tâche, et sans doute dans l'immédiat la plus importante, c'est de faire connaître la vérité que les grands moyens d'information français, O.r.t.f., radios et la plupart des quotidiens — « le Monde » est l'une des rares exceptions — ont sciemment déformée dans les jours qui ont suivi le putsch en se fondant sur les seules nouvelles diffusées par la junte. Recevant mardi une délégation de l'ensemble des organisations de gauche groupées dans le collectif de solidarité au peuple chilien, Arthur Conte s'est engagé à ouvrir les antennes de l'O.r.t.f. aux Chiliens en mesure de témoigner sur ce qui se passe dans leur pays. Nous verrons ce qu'il en est.

Faire connaître la vérité sur le Chili, c'est, avec le développement de la solidarité morale et matérielle, la mission que s'assigne le Parti socialiste. Le succès du meeting organisé lundi soir à la Mutualité par la Fédération de Paris, les réunions d'information qui se multiplient dans toute la France, les initiatives de toutes sortes qui sont prises (expositions, collectes, distributions de tracts, etc...) sont autant d'éléments qui ont déjà contribué à sensibiliser l'opinion et à attirer son attention sur la lourde responsabilité historique qu'a prise le gouvernement Pompidou-Messmer en reconnaissant, le premier en Europe avec l'Espagne franquiste, la junte militaire et en s'apprêtant à accueillir l'un de ses représentants à l'ambassade du Chili à Paris.

Dans cette campagne pour la vérité, les deux derniers numéros de « l'Unité » ont tenu une place remarquée. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de publier un document exceptionnel : le premier récit du plus proche collaborateur de Salvador Allende, le Dr Juan Garcès, qui a réussi à quitter Santiago en ayant échappé aux recherches des fascistes. J'ai connu Juan Garcès quand je suis allé au Chili en 1971. Il fut notre interprète dans plusieurs des conversations que François Mitterrand, Gaston Defferre et moi-même avons eues avec les dirigeants de l'Unité populaire. Il a publié plusieurs livres sur le processus socialiste chilien, dont il est l'un des meilleurs analystes parce qu'il en connaît tous les détails. Quelques heures à peine après être arrivé à Paris, c'est pour « l'Unité », pour les socialistes français, qu'il a voulu d'abord témoigner.

CLAUDE ESTIER

→

Estos son los 10 hombres más buscados de Chile



CARLOS ALTAMIRANO ORREGO: Es el que encabeza la lista de los 10 extremistas más buscados en Chile. Se le considera junto a Allende como los dos mayores responsables del enfrentamiento armado que de un momento a otro se descargaría sobre la población civil.



LUIS CORVALAN LEPE: Ocupaba el cargo de mayor jerarquía dentro del Partido Comunista. Siempre se caracterizó por defender y guiar a esta colectividad dentro de una línea soviética. En el Congreso Nacional hacía muy poca vida parlamentaria. Viajaba constantemente a Moscú.



MIGUEL ENRIQUEZ: Al ser derrocado Allende ocupaba la jefatura máxima del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR). El y Carlos Altamirano participaron más o menos un mes antes en varias reuniones con marinos infiltrados con el fin de quebrar la disciplina de la Armada.

Investigaciones concentró sus esfuerzos y despliegue policial para la ubicación de diez dirigentes de colectividades de la Unidad Popular, de un total de 35 sindicados como responsables de la catástrofe político—social y económica del país. Ellos son: Carlos Altamirano Orrego, ex secretario general del Partido Socialista; Oscar Garretón, ex secretario general del MAPU; Miguel Enríquez, ex secretario general del MIR; Luis Corvalán, ex secretario general del Partido Comunista; Samuel Riquelme, ex subdirector de Investigaciones, quien huyó con armas y vehículos de la policía civil; Juan Bautista von Schouwen, del MIR; Pascal Allende, del MIR; Pedro Vuscovic, ex vicepresidente de la CORFO; Alejandro Villalobos, alias "El Mickey", mirista, y Víctor Toro, mirista. Por otra parte, hay numerosas órdenes de detención de funcionarios marxistas, que no rindieron cuentas de documentos, finanzas, vehículos y cajas fuerte de diversos organismos estatales.



OSCAR GUILLERMO GARRETON: Era jefe de una de las facciones del MAPU. En la última elección parlamentaria salió elegido diputado por la provincia de Concepción, con los votos del MIR.



PEDRO VUSCOVIC: Socialista. Se le busca entre otras cosas porque desde las oficinas centrales de la CORFO, donde él era vicepresidente, desaparecieron diversos valores en dinero y especies. Además, en varias dependencias se encontraron armas.



ALEJANDRO VILLALOBOS: Alias el "Mickey". Alcanzó notoriedad como extremista muy peligroso. En cierta oportunidad exigió en tono insolente al propio Salvador Allende que debía destituir a varios ministros.



ANDRES PASCAL ALLENDE. Sobrino de Allende. Hijo de la diputada socialista Laura Allende. Dentro de la jerarquía del Movimiento de Izquierda Revolucionaria MIR, se desempeñaba como director del periódico "El Rebelde".



BAUTISTA VON SCHOUWEN: La policía tanto civil como militar lo busca por su participación en reiteradas actividades extremistas. Alto dirigente del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), cambiaba frecuentemente de [illegible].



VICTOR TORO: Era el cabecilla del llamado Frente de Pobladores Revolucionarios, anexual del MIR para todas las acciones subversivas a nivel de campamentos urbanos. Sin gozar de la formación universitaria de los hermanos Enríquez, manejaba con acierto la demagogia marxista.



SAMUEL RIQUELME: Se desempeñaba como subdirector del Servicio de Investigaciones. Militante del Partido Comunista. En este momento está prófugo y se le busca porque tiene en su poder una patrullera repleta de armas y explosivos.



Les 10 hommes les plus recherchés du Chili, dont la photo est publiée par « la Tercera ».

SEMAINE NATIONALE DE COLLECTE SUR LA VOIE PUBLIQUE POUR LE PEUPLE CHILIEN

Le Collectif National de Solidarité au Peuple chilien appelle à organiser UNE COLLECTE NATIONALE UNITAIRE SUR LA VOIE PUBLIQUE du mercredi 3 octobre au jeudi 11 octobre. Les fonds recueillis à l'initiative et sous la garantie commune des organisations, seront adressés directement au CCP unique géré collectivement par le Comité National SOLIDARITE CHILI, 10 rue de Solférino, Paris 7ème, C.C.P. n° 4.70 Paris. Ces fonds seront remis à l'organisme commun constitué par les représentants qualifiés des partis de l'Unité Populaire et de la Centrale Unique des Travailleurs chiliens avec lesquels le Comité National est en relation directe et permanente.

(1) Organisations signataires, constituant le Collectif : Parti Communiste, Parti Socialiste, Radicaux de gauche, P.S.U., Objectif Socialiste, C.F.D.T., C.G.T., F.E.N., Ligue des Droits de l'Homme, Jeunesse Communiste, Jeunesse Socialiste, Jeunes radicaux de gauche, U.N.E.F., U.G.E., U.N.C.A.L., Jeunes C.G.T., Jeunes C.F.D.T., J.O.C.



JUAN GARCES RACONTE LA TRAHISON DES GENERAUX

Le général Augusto Pinochet

Pendant les trois années de gouvernement de l'Unité populaire, Juan Garcès a travaillé dans l'équipe personnelle de Salvador Allende, dont il était l'un des principaux hommes de confiance. Le matin du 11 septembre, il était à ses côtés au palais de la Moneda. A 11 heures, alors que les premières bombes tombaient sur le palais, le président lui donna l'ordre de partir pour pouvoir témoigner de ce qui se passait. De tous ceux qui ont vécu les derniers moments du gouvernement de l'Unité populaire, il est l'un des rares qui soit à la fois vivant et en mesure de parler. Voici son premier récit.

Il y a seulement quelques heures que je suis arrivé en France et j'ai pu parcourir rapidement certains commentaires de la presse française et étrangère interprétant les événements qui viennent de se produire au Chili. Une des questions que l'on se pose est celle de savoir comment il est possible qu'après trois ans de pouvoir, un gouvernement s'appuyant sur les partis ouvriers ait pu être renversé par un coup de force militaire. Ce qui amène à se demander si, finalement, la chute du gouvernement Allende ne signifierait pas que la voie suivie par la gauche chilienne ne peut aboutir qu'à l'échec.

Cette question dont on discutera longtemps encore ne peut être abordée qu'à partir de la connaissance réelle des faits survenus au Chili au cours des trois dernières années.

Comme en 1970

A ceux qui pensent que le coup de force du 11 septembre signifie l'échec de la gauche, je répondrai que ce coup de force avait été préparé en septembre et octobre 1970 dans les mêmes circonstances et avec les mêmes caractéristiques. En septembre 1973, c'est la Marine, l'Aviation, l'armée de Terre, une partie de la direction du corps des carabiniers qui s'opposaient au gouvernement. Mais cette action militaire a été favorisée par une situation économique et politique dont les véritables responsables ne sont pas les militaires qui sont intervenus en dernier lieu.

Les véritables responsables sont, il faut le dire, ceux qui ont pratiqué une politique d'obstruction systématique, de refus à toute collaboration avec le gouvernement. C'est-à-dire le groupe de la Démocratie chrétienne dirigé par Eduardo Frei, dont les voix déterminaient la majorité au Parlement. Nous savions que le Parti national s'opposerait de toute manière à toute mesure de transformations sociales et économiques.

Il est important de le souligner, car la même situation s'était produite en 1970, aussitôt après les élections du 4 septembre qui avaient donné la majorité relative au candidat de l'Unité populaire, Salvador Allende. Une action concertée a été immédiatement déclenchée dans le but de provoquer une crise économique et un soulèvement militaire destiné à empêcher Allende d'accéder à la présidence. Le coup de force préparé en septembre 1970 comptait sur la collaboration du commandant en chef de la Marine, de celui de l'Aviation, du directeur général des carabiniers et d'une partie de l'armée de Terre. Du côté politique, Frei, qui exerçait encore les fonctions de président, laissait faire les militaires et travaillait au sein de son parti pour que le Congrès ne reconnaisse pas Allende comme président, lors de la séance du 24 octobre où il devait choisir entre les deux candidats arrivés en tête aux élections du 4 septembre.

C'est-à-dire que ceux qui ont voulu en finir avec le gouvernement Allende en 1973 sont les mêmes qui, trois ans plus tôt, avaient tenté de s'opposer à son entrée à la Moneda.

Si le gouvernement de l'Unité populaire avait quand même réussi à s'installer en 1970, c'est parce que la conspiration militaire et la conspiration politique de l'aile conservatrice de la Démocratie chrétienne s'étaient heurtées à un homme : le général Schneider, commandant en chef de l'armée de Terre, qui a payé de sa vie son refus de participer à un putsch. Il ne s'agissait pas d'un homme seul. Le général Schneider représentait toute une tendance au sein des forces armées. Cette tendance n'est pas morte aujourd'hui. Mais, pour comprendre ce qui se passe, il faut savoir que les forces armées chiliennes sont extrêmement disciplinées, avec une hiérarchie imposée d'une manière rigoureuse qui fait que l'on applique sans discussion les ordres qui viennent du haut commandement.

Le général Schneider n'aurait pas pu à lui seul empêcher le coup de force militaire, mais en tant que commandant en chef il aurait pu entraîner certaines forces armées contre le putsch, ce qui aurait signifié à ce moment la guerre civile.

L'attaque des «gremios»

Cette seule menace avait suffi à arrêter les putschistes en octobre 1970. Pendant les trois années suivantes, on a assisté à plusieurs manifestations qui s'inspiraient de la même volonté d'abattre Salvador Allende. La partie de la Démocratie chrétienne dirigée par Frei a fait tout ce qu'elle a pu pour bloquer l'appareil d'Etat et pour s'opposer, au Parlement, à toute initiative en provenance de l'Exécutif. Cette tendance de droite de la Démocratie chrétienne n'a réussi à imposer sa ligne à l'ensemble du parti que vers la fin de 1971. L'Unité populaire a alors essayé de débloquer l'appareil d'Etat en cherchant un accord législatif avec la Démocratie chrétienne et, en particulier, avec la tendance de gauche, qui avait permis l'élection de Salvador Allende par le Parlement, en octobre 1970. C'est en juin 1972 qu'à l'initiative de Salvador Allende des entretiens ont eu lieu entre l'U.p. et la D.c. pour rechercher un accord sur les principaux problèmes d'ordre politique et économique. Et un accord



Eduardo Frei et ses amis.



Le général Carlos Prats.

de principe a été conclu. La direction du parti démocrate chrétien a accepté, dans un premier temps, que le Parlement puisse examiner les projets de loi les plus essentiels. Mais, le jour du premier débat au Sénat, l'aile droite s'est insurgée contre la direction du parti et a fait échouer l'accord conclu avec l'Unité populaire.

A partir de juin 1972, on a donc assisté à une paralysie progressive de l'appareil d'Etat qui devait aboutir fatalement à un affrontement violent. Cet affrontement s'est produit quelques mois plus tard, en octobre, avec la grève générale de la bourgeoisie, dont il est clair, à ce moment, qu'elle veut renverser le gouvernement et le remplacer par un nouveau régime d'orientation fasciste. A la base de cette grève se trouvent, en effet, les « gremios » ou corporations qui sont les organisations de masse de la droite.

Mais le régime légal et constitutionnel possède alors deux atouts : le soutien populaire et le soutien de l'armée. Si, en octobre 1972, les forces armées avaient failli, le coup militaire aurait pu se produire à ce moment. Cela ne s'est pas produit parce que la tendance constitutionnelle des forces armées, représentée par le général Prats comme elle l'avait été en 1970 par Schneider, constituait un barrage solide.

Ayant échoué avec la grève générale d'octobre, la droite reporte tous ses espoirs sur les élections législatives de mars 1973 ; elle en attend que le gouvernement perde le tiers bloquant au Sénat et qu'il puisse donc être destitué par une accusation constitutionnelle contre le Président. A sa grande surprise, les élections du 4 mars donnent à la gauche 44 % des voix, ce qui signifie, au Chili, un appui électoral pratiquement sans précédent pour un gouvernement en place depuis deux ans ; Frei, au bout de deux ans de gouvernement, n'avait obtenu que 37 % des suffrages. Mais si cela signifiait pour la droite qu'elle ne pouvait en finir légalement avec le gouvernement, cela signifiait aussi pour la gauche l'impossibilité de disposer de la majorité au Parlement et de mettre fin à la paralysie de l'Etat, due à l'affrontement constant entre le Parlement et l'Exécutif.

Prats éliminé

Dès ce moment-là, on a vu très clairement qu'il n'y avait pas d'autre solution pour la droite que de renverser le gouvernement par la force. Mais il lui fallait pour cela tirer les leçons à la fois du coup manqué de septembre-octobre 1970 et de la grève sans résultat d'octobre 1972.

Le coup militaire du 29 juin 1973 a été un premier avertissement. Sur le moment, il parut assez confus, mais on sait aujourd'hui qu'il était soutenu par tous les membres des états-majors des forces armées, sauf ceux de l'armée de Terre, placés sous le commandement du général Prats. C'est celui-ci, le général Pickering et le général Sepulveda, commandant la garnison de Santiago, qui descendirent eux-mêmes dans la rue à la tête de leurs troupes et renversèrent la situation en quelques heures. L'actuel ministre de l'Intérieur, le général Bonilla — l'homme de la D.c. dans l'Armée — a avoué quelques jours après le putsch du 11 septembre que, ce 29 juin, il suffisait à l'Armée de se placer derrière les blindés qui entouraient la Moneda pour que le gouvernement tombe. Et il a critiqué les officiers qui avaient donné ordre de tirer sur les insurgés. Le général Bonilla a reconnu par-là même qu'il était compromis dans le coup manqué de juin.

Pour les militaires putschistes, il fallait évidemment en finir avec la partie de l'armée fidèle au gouvernement. Et c'est ainsi qu'à partir du 29 juin on a assisté à une accélération du processus visant à éliminer le général Prats du commandement en chef de l'armée.

→

LE DERNIER MESSAGE DE SALVADOR ALLENDE

Voici le texte (qui n'a jamais encore été publié en France) du dernier message adressé par Salvador Allende aux Chiliens dans la matinée du 11 septembre du Palais de la Moneda.

« Nous sommes dans un moment difficile. Il est possible que l'on nous abatte, mais les lendemains seront ceux du peuple, ceux des travailleurs. L'humanité avance pour la conquête d'une vie meilleure.

Compatriotes, il est possible que les radios se taisent et je vous dis au revoir. En ce moment passent les avions. Il est possible qu'ils nous tirent dessus. Que l'on sache que nous sommes ici au moins pour l'exemple, pour témoigner que dans ce pays il y a des hommes qui savent remplir les charges qu'ils ont reçues. Je le ferai avec le mandat du peuple et avec la volonté d'un président qui a conscience de la dignité de sa fonction... Je me tourne de nouveau vers vous. La force aérienne a bombardé les tours de Radio Portales et de Radio Corporation. Mes paroles sont sans amertume, mais elles expriment ma déception et elles accusent ceux qui ont trahi leur serment : soldats, commandants en chef titulaires, l'amiral Merino, qui s'est désigné lui-même, le sieur Mendoza, ce général rampant qui, hier encore, manifestait sa fidélité et sa loyauté au gouvernement et qui s'est également proclamé directeur général des carabiniers.

Devant tous ces faits, je peux seulement dire aux travailleurs : je ne renoncerai pas. Dans ce moment historique, je payerai de ma vie ma loyauté envers le peuple. Et je vous dis ma certitude que nous triompherons une fois de plus.

Vive le Chili ! »

JUAN GARCES RACONTE LA TRAHISON DES GENERAUX

→

Le 23 août, la tendance antigouvernementale de l'armée a enfin réussi à éliminer le général Prats. A partir de ce moment étaient recréées au sein des forces armées les conditions de septembre-octobre 1970, mais sans le barrage qu'avaient constitué successivement Schneider et Prats. Trois semaines après le départ de ce dernier, Allende était renversé.

Ici, deux questions se posent. Pourquoi le général Prats a-t-il quitté l'armée et quelle a été l'attitude du gouvernement pendant que se déroulait, au sein de l'armée, l'opération destinée à écarter du plus haut commandement l'un des officiers loyaux ? Le président Allende a parfaitement compris que le coup du 29 juin signifiait une étape nouvelle dans les rapports entre le gouvernement de l'Unité populaire et les forces armées. Les coups de force précédents avaient échoué dans l'œuf. Cette fois-ci, les troupes insurgées tiraient sur la Moneda. Le même changement d'optique s'est opéré au sein des partis de l'Unité populaire et dans les masses. Devant cette conspiration en marche, l'attitude du gouvernement consista à appliquer vis-à-vis des forces armées la même stratégie qu'en octobre contre la révolte de la bourgeoisie, c'est-à-dire à appuyer le gouvernement légal directement sur les masses. C'est ce qui a été fait pendant le mois d'août.

Au même moment, le Président nomme le général Prats ministre de la Défense pour renforcer la partie légaliste de l'armée. Mais la réaction à cette nomination est immédiate au sein des autres corps d'armée, qui étaient engagés dans la préparation du soulèvement général. Autour de Prats se crée tout de suite une situation de grande tension qui trouve son point culminant le mardi 21 août, jour où quelques centaines de femmes défilent devant sa maison pour manifester contre lui et contre son attitude de fidélité au gouvernement de l'Unité populaire.

Ce mardi 21 août est un jour clé. La veille, l'Aviation a tenté un putsch pour risposter à la mise à la retraite de son commandant en chef, décidée le vendredi 17 par le Président. Le matin du lundi 20, tandis qu'Allende se trouve à une manifestation commémorative hors de Santiago, les chefs des forces aériennes se réunissent dans la capitale et refusent d'accepter la retraite de leur commandant en chef. Ils se mettent en rapport avec les chefs de la Marine qui sont prêts à suivre. Puis avec ceux de l'armée de Terre, dont le commandant en chef par intérim n'est autre que le général Pinochet, qui exerce en fait les fonctions du général Prats depuis que celui-ci est devenu ministre de la Défense. Le soir du lundi 20, lorsque le Président rentre à Santiago, le coup de l'Aviation a échoué, celle-ci a un nouveau commandement en chef, le général Leigh, et le Président apprend que l'homme qui a fait échouer le coup est le général Pinochet, qui a déclaré qu'il resterait fidèle au gouvernement « jusqu'aux dernières conséquences ».



Antodafé de livres à Santiago



Militants de gauche détenus dans un des stades.

C'est dans ces conditions que se déroule, le mardi 21, la manifestation devant la maison du général Prats ; plusieurs femmes de généraux d'active de l'armée de Terre y participent. Cette nuit-là, après minuit, le Président convoque d'urgence les chefs des partis ouvriers et les dirigeants de la centrale syndicale. Il les informe qu'un coup d'Etat est en préparation. Celui du lundi a échoué, mais la participation, le lendemain, des femmes des généraux d'active à la manifestation devant chez Prats ne peut laisser de doute sur ce qui se trame. Allende informe les secrétaires généraux des partis ouvriers et les dirigeants syndicaux que des mesures vont être prises dès le lendemain pour que soient mis à la retraite définitive certains généraux compromis dans le putsch. Et pour prévenir le risque d'un soulèvement militaire partiel, les troupes loyales au Président, sous la direction des généraux respectueux de la Constitution, doivent élaborer dans la matinée du mercredi 22 le plan d'une opération d'ensemble forces armées-travailleurs, face à une éventuelle tentative d'insurrection. Vers 2 heures du matin, l'homme qui devait commander le dispositif de défense face à cette éventuelle insurrection des généraux mis à la retraite, arrive à la résidence du Président. Cet homme, c'est le général Pinochet.

Ce même jour, le général Prats demande au Conseil des généraux qu'il prenne position à l'égard de la manifestation des femmes — parmi lesquelles celles de certains des présents à la réunion lors du vote. Il n'y a que six voix pour appuyer Prats, contre 12. Ceux qui condamnent l'action des femmes des autres généraux sont le général Pinochet, commandant en chef par intérim, le général Brady, le général Pickering — qui avait commandé personnellement les troupes loyales au gouvernement le 29 juin — le général Urbina, le général Gonzalès et le général Sepulveda, commandant en chef de la garnison de Santiago. Ainsi mis en minorité, le général Prats présente aussitôt au président Allende sa démission de ses postes de ministre de la Défense et de commandant en chef titulaire de l'armée de Terre. Le Président accepte cette démission après une longue discussion avec les généraux qui ont soutenu Prats et qui sont donc, pense-t-on, des généraux loyaux.

Au cours de cette discussion, le Président a été, en effet, convaincu que le départ de Prats provoquerait un apaisement momentané parmi les généraux putschistes qui concentraient toute leur opposition sur sa personne. En échange de ce départ était d'ailleurs décidée la mise à la retraite immédiate de quatre ou cinq généraux de l'armée de Terre membres de la conspiration.

Le jeudi 23 août, le Président nomme donc titulaire du commandement en chef de l'armée de Terre le général Pinochet, qui pendant les trois années précédentes a toujours appuyé le général Prats.

Opération-éclair

Ce qui se passe à partir de ce moment est bien différent de ce qui avait été décidé. Au lieu de mettre à la retraite les généraux compromis, Pinochet demande à tous les généraux de présenter leur démission, mais il ne retient que celle des généraux Pickering et Sepulveda, c'est-à-dire les deux plus proches du général Prats, et il confirme tous les autres dans leurs fonctions. C'est-à-dire que ceux qui se trouvent à la retraite le samedi 25 août sont le général Prats et les deux principaux commandants de la région de Santiago.

Le 30 août, la même opération se produit au sein de la Marine. A Valparaiso, les amiraux demandent à l'amiral Montero, commandant en chef de la Marine, de présenter sa démission. Cette fois-ci, Allende la refuse, confirme l'amiral dans ses fonctions et lui demande de prendre les mesures pour mettre à la retraite les amiraux factieux. Ces mesures doivent être mises en application dans la deuxième quinzaine de septembre, lors des réunions annuelles des Commissions de qualification. Mais on n'attendra pas jusque-là. Le matin du 11 septembre, on s'apercevra que le général Pinochet dirige le coup d'Etat, que le commandant en chef de la Marine a été arrêté chez lui et remplacé par son second, et que le général Mendoza a pris la direction des carabiniers, en isolant le haut Commandement loyal au gouvernement jusqu'à la fin.

En somme, pendant tout le mois d'août s'est développé un processus de conspiration, à l'intérieur de l'ensemble des forces armées, pour éliminer les généraux respectueux de la légalité. C'est après avoir achevé cette opération que ceux qui détenaient alors le haut commandement ont mis à profit la discipline des forces armées pour lancer une opération-éclair et abattre celui qui représentait la légitimité gouvernementale, le président Allende. Il leur fallait l'abattre parce qu'ils savaient qu'ils n'auraient pas réussi à le convaincre d'abandonner ses responsabilités politiques et révolutionnaires face au peuple qui l'avait élu.



et préparez-vous à participer à la campagne de lancement de la nouvelle formule de l'Unité à partir du vendredi 12 octobre

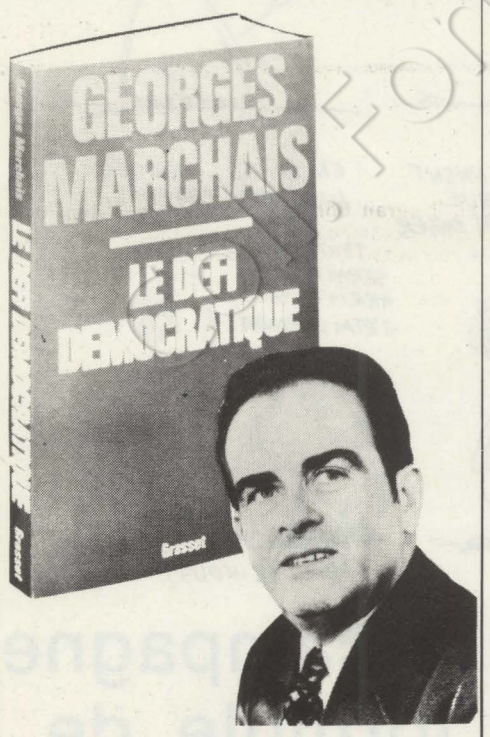
Collection Jean-Jaurès Fondation

La "poussée socialiste"

GEORGES MARCHAIS

LE DEFI DEMOCRATIQUE

Demain les Communistes
peuvent participer
à un gouvernement
qui mettra en œuvre
le Programme commun
de la gauche.
Quelle société veulent-ils ?
Que deviendront
les libertés,
la propriété privée,
les conditions de vie,
l'indépendance nationale ?



grasset

Le gouvernement a été pris à son propre jeu. A force d'avoir expliqué que les électeurs cantonales n'avaient qu'un caractère « administratif », il a réussi à accroître encore le manque d'intérêt chronique des Français pour ce type de consultation : avec plus de 46 % d'abstentions, le record est battu. Mais au détriment de la majorité, la gauche ayant dans l'ensemble mieux réussi à mobiliser ses électeurs.

Certes, Raymond Marcellin, qui est depuis lontemps passé maître dans l'art de truquer la présentation des résultats électoraux, a inventé pour la circonstance la très jolie étiquette de « modérés favorables à la majorité » dont le leader giscardien Michel d'Ornano n'hésite pas à dire — avec, espérons-le, une pointe d'ironie — qu'ils sont le premier parti de France. L'humour d'Alain Peyrefitte est beaucoup moins certain lorsqu'il dénonce comme un « truc » le fait que les partis de gauche ont présenté des candidats dans la presque totalité des cantons, « uniquement pour faire des voix », et qu'il faut, pour avoir le résultat du premier tour des cantonales, diviser le total des voix obtenues par chacune des formations par le nombre des candidats qu'elle présentait ! Arithmétique d'un genre nouveau que le ministre de l'Intérieur, peu charitable pour son collègue du gouvernement, rend impossible, puisqu'il se refuse à publier une statistique des voix. La vérité est qu'incapables de présenter partout des candidats valables, les partis de la majorité ont préféré soutenir des notables de droite qualifiés de « modérés favorables », ce qui leur permet de comptabiliser ceux qui sont élus et de ne pas faire cas de ceux qui ont été battus.

Cette petite cuisine n'a cependant trompé personne et tous les commentateurs de la presse écrite et parlée ont dû admettre que le fait le plus notable de ce premier tour des cantonales était la « poussée socialiste ». Celle-ci s'inscrit dans une progression générale de la gauche, mais elle confirme la double tendance qu'avaient dégagée les législatives de mars dernier : l'audience du Parti socialiste s'accroît d'une façon particulière et son implantation se généralise dans l'ensemble des départements, y compris là où son électorat était traditionnellement faible.

De l'aveu même des statistiques officielles, qu'il convient de vérifier soigneusement — plusieurs élus socialistes s'y retrouvent classés « divers gauche » — le Parti socialiste obtient, à lui seul, 22,6 % des voix. L'ensemble de l'U.g.s.d. est crédité de 24,7 % des voix, ce qui la situe à plus de trois points au-dessus de la Fédération de la Gauche lors des élections correspondantes, en septembre 1967.

L'Union de la gauche démocrate et socialiste compte 230 élus dès le premier tour, dont 180 socialistes et apparentés. 250 ballottages favorables porteront dimanche au-delà de 450 le nombre de ses élus. Elle sera, de loin, la première force dans les nouveaux Conseils généraux qui, dès le 3 octobre, éli-

Besançon et le P.s.u.

Le P.s.u. a écrit au Parti socialiste à propos du conflit Lip. Une longue lettre. Pour lui demander de convaincre (sic) Jean Minjoz, le maire socialiste de Besançon, de « la nécessité d'un engagement total aux côtés des travailleurs de Lip. »

Curieuse démarche autogestionnaire que de s'adresser au sommet pour tancer la base ! Et il y aurait de quoi sourire si l'avenir de 1 300 travailleurs et de leurs familles n'était pas l'enjeu de la bataille difficile qui se déroule à Besançon.

Jean Minjoz n'a pas attendu les injonctions du P.s.u. pour apporter un appui sans réserve aux travailleurs de Lip et ceux-ci savent ce qu'a été le soutien matériel et psychologique de la municipalité de Besançon.

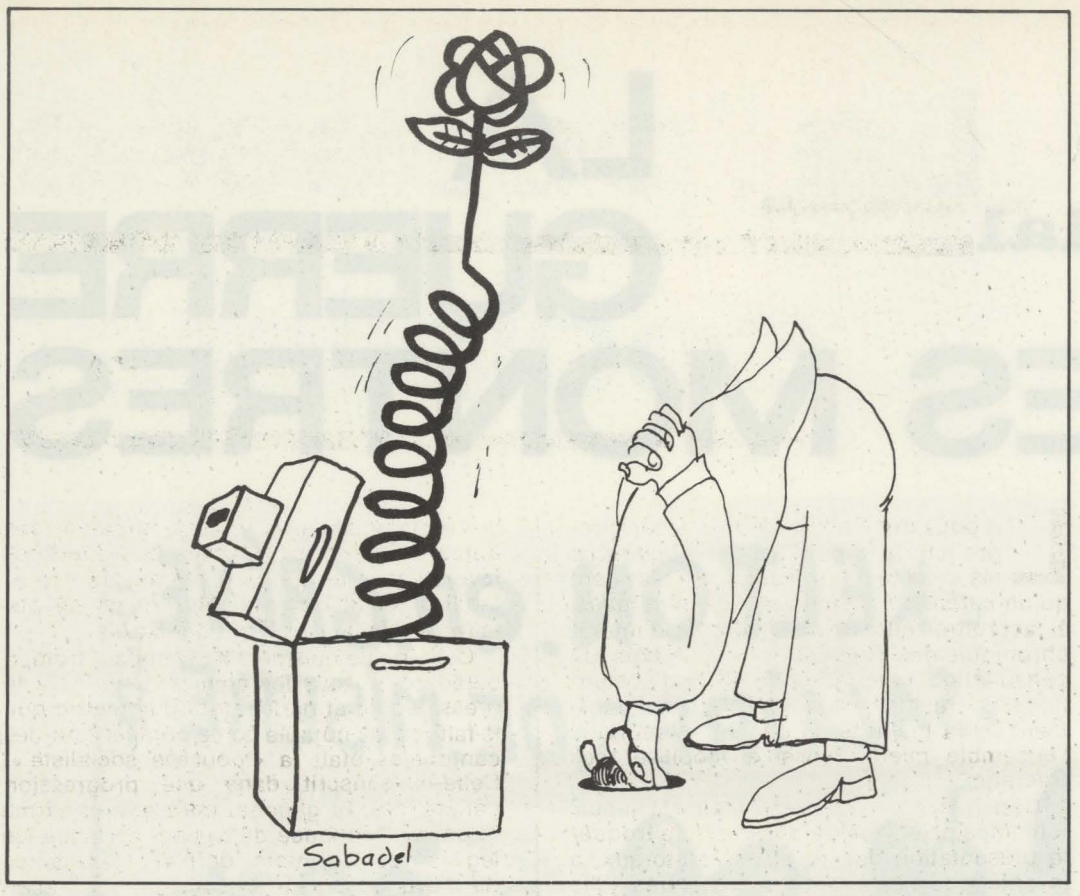
Aujourd'hui, au moment où la négociation est entrée dans une phase décisive, il est plus que jamais indispensable de développer un puissant courant de solidarité aux côtés des travailleurs de Lip pour faire aboutir leurs revendications. Les premiers résultats obtenus sont le résultat de leur lutte unitaire et du large soutien populaire qu'elle a rencontré dans le pays.

Voilà pourquoi il est important que la manifestation du 29 septembre ne soit pas détournée de son but. C'était la préoccupation de Jean Minjoz. C'est exactement la même que vient d'exprimer la C.f.d.t. qui s'inquiète après la C.g.t. de l'attitude de « groupes et d'organisations d'extrême gauche qui veulent faire de cette « marche », selon les uns ou les autres, une sorte de Larzac syndical, ou bien une fête populaire... ou bien encore une occasion d'affrontement politique direct avec le pouvoir... » La C.f.d.t. note encore que « ce climat risque d'être propice tant aux provocations policières qu'à celles de l'extrême droite ou de l'ultra-gauche ».

Le Parti socialiste fait confiance aux travailleurs et à leur sens des responsabilités : le rassemblement du 29 septembre doit être l'occasion d'une grande manifestation d'unité et les travailleurs veilleront à ce qu'elle ne soit pas exploitée à d'autres fins.

Un mot encore : le P.s.u. aime à jouer les donneurs de leçons. Qu'il médite donc les enseignements des élections cantonales de Besançon. Dans le canton Nord, là où est l'usine Lip, les résultats sont les suivants : P.c. 12,8 % ; P.s.u. 5,25 % ; P.s. 41,5 %. En 1970, le P.s.u. obtenait 11,9 % et le P.s. 19,7 %. Le P.s.u. recule aussi par rapport à mars 1973. Dans le quartier de Palente, le plus ouvrier, le P.s. obtient 45 %, le P.s.u. 6 %. Tout commentaire est inutile.

PIERRE BEREGOVOY



ront leurs présidents et choisiront leurs représentants dans les Conseils régionaux.

Mars confirmé

L'analyse des résultats, département par département, met en évidence l'ampleur de progrès marqués par l'élection, dès le premier tour, dans des secteurs réputés difficiles, de conseillers généraux socialistes, comme André Gravelle, dans l'Aube, Charles Josselin dans les Côtes-du-Nord, Jean Bernard dans le Meuse, qui confirment tous les trois leur succès de mars. Le Parti socialiste enregistre, d'autre part, une avancée très sensible en milieu urbain, notamment à Troyes, Brest, Caen, Dijon, Besançon — le succès des candidats socialistes dans les deux cantons de la ville est particulièrement significatif, compte tenu de ce qui s'y est passé ces dernières semaines — Rennes, Grenoble, Cherbourg, Metz, Pau, Laval — où Marie-Louise Buron est élue également dès le premier tour. Dans la région parisienne, la poussé socialiste déjà notée aux législatives se confirme nettement et permet de combler dans plusieurs cas le retard qu'avait le Parti socialiste sur le Parti communiste. C'est ainsi que, par exemple, les candidats socialistes, Gilbert Bonnemaison, Robert Thévenet et Claude Jeanlin, sont arrivés en tête respectivement en Seine-Saint-Denis à Epinay-sur-Seine et, dans l'Essonne, à Juvisy et à Evry.

Enfin, les « bastions » socialistes sortent confirmés et souvent renforcés de ce premier tour de scrutin. C'est le cas dans l'Ariège, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Creuse, la Haute-Garonne, la Nièvre, le Nord, le Pas-de-Calais, la Haute-Vienne. Les progrès de la gauche, se traduisant essentiellement par la montée socialiste, sont particulièrement importants dans le Calvados, le Cher, le Doubs, la Drôme, le Finistère, l'Isère, la Loire-Atlantique, la Meurthe-et-Moselle, l'Oise, les Pyrénées-Atlantiques, la Saône-et-Loire — où Pierre Joxe confirme sa victoire d'il y a six mois — la Savoie, le Vaucluse, les Vosges.

Au total, les résultats des élections cantonales — ce qui prouve bien leur signification politique — prolongent ceux des élections législatives. En dépit des trop nombreuses abstentions, le mouvement se trouve même amplifié. Si les nombreux élus de gauche en milieu rural résistent bien, dans l'ensemble, à la pression conservatrice, cette pression ne parvient pas, d'une manière générale, à peser sur les agglomérations urbaines, et elle est d'autant plus faible que celles-ci connaissent un développement plus grand. Le second tour doit encore accentuer ce courant favorable au Parti socialiste et à l'ensemble de la gauche. A cette occasion, celle-ci fait à nouveau la preuve de sa discipline puisque, dès lundi soir, le Parti socialiste, le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont publié un appel commun dans lequel ils appellent les électrices et les électeurs « à amplifier le succès du premier tour, en rassemblant leurs voix sur le candidat de gauche arrivé en tête et devenu ainsi le candidat d'union de la gauche et de tous les démocrates. »

ANTOINE VIOLET

A la tour prends garde

« Bon, voyons : un caoutchouc dans mon bureau, un philodendron dans celui de ma secrétaire... » pourra dire Robert Poujade, ministre de la Protection de la nature et de l'environnement, s'il confirme ce qu'on a d'abord pris pour un canular gauchiste : le choix de... la tour Montparnasse pour y établir, sur trois étages, son ministère. Ce sera à peu près la seule nature qu'il aura à protéger dans le « nouveau Montparnasse ». Quant à l'environnement, Poujade sera servi : le quartier est devenu la parfaite illustration de tout ce qu'une ville doit éviter.

Devant, un chantier ; derrière, un chantier ; à droite et à gauche, un chantier. Partout. Depuis des mois, les habitants s'étaient presque habitués à la boue et au fracas — parfois nocturne — des marteaux-piqueurs, les automobilistes aux embouteillages de la gare, les piétons aux passerelles branlantes et au labyrinthe changeant des corridors de planches. On « remodelait » le quartier, eh bien, il suffisait d'être patient...

Or, les promoteurs de la Sotoma, le président du groupe Drouot et les divers spécialistes du profit rapide, eux, étaient pressés. Il n'était pas question que le grand centre commercial, planté au pied de la tour Montparnasse — 1 million ancien le mètre carré ! — puisse attendre. Europe I avait affûté ses micros et les députés de la majorité leurs nœuds-papillons. Le 13 septembre, on inaugura donc. Ce fut le jour J du début d'une noire pagaille.

Car tout était prévu. Juré ! Le passage en souterrain de l'avenue du Maine, l'élargissement de la rue perpendiculaire (Mouchotte) où s'édifie un immense hôtel Sheraton, la transformation en parvis piétonnier de l'avant de la gare, l'élargissement et la mise en double sens des deux voies riveraines du centre commercial Maine-Montparnasse. Le 13 septembre, aucune de ces promesses n'était tenue, et ne le sera avant plusieurs mois — pour ne rien dire de la dalle-jardin prévue depuis tant d'années et qui reste obstinément « du domaine du possible ».

De ce festival d'incuries diverses, à qui la faute ? Aux techniciens ? Ou aux fonctionnaires des trois préfectures — Paris, Police, Région — qui se tirent dans les jambes ? Ou encore à l'actuelle majorité du Conseil de Paris ? Si elle a généreusement pris au compte de la Ville près de 100 millions de francs des frais de voirie et d'aménagement du parvis, messieurs les promoteurs participeront-ils aux charges, ou n'auront-ils à s'occuper que de leurs profits ?

Oui, il serait bon que Poujade, qui vient de disserter doctement dans « le Monde » sur les paysages ruraux, vienne vivre avec ses collaborateurs au haut de sa tour la naissance du « paysage urbain » de Maine-Montparnasse — au lieu de rester lui-même dans son cocon de la rue Royale, comme il en aurait finalement l'intention. Qu'il y invite ses amis des préfectures et des ministères intéressés à tout ce qui concerne l'aménagement, la voirie, les accidents du travail — préoccupation qui a entraîné plusieurs questions écrites de la gauche au Conseil de Paris — et la surveillance des chantiers de construction privés : pour la deuxième fois, dans la nuit du 20 septembre, il a fallu évacuer en hâte 35 personnes, rue Vercingétorix : leurs deux immeubles menaçaient de s'effondrer, comme aspirés par le gouffre (26 m de profondeur !) du chantier Sheraton. Mais il paraît que les impératifs de sécurité qui donnent satisfaction pour les travaux publics (forage du métro Auber : 30 m de profondeur) ne peuvent être strictement respectés dans le privé... pour des raisons de rentabilité. A Maine-Montparnasse, le profit avait commencé à asphyxier un quartier ; aujourd'hui, il menace de mort.

JACQUES DESEYNE

Social

LA GUERRE DES MONTRES



PREMIERE véritable leçon du malaise social actuel : il est imprudent de tirer des conclusions hâtives des similitudes qui peuvent apparaître entre différents conflits.

A Cerizay, les ouvrières de la manufacture de confection Sèvres-Vendée se mettent en grève, prennent le maquis dans le bocage, y installent un atelier et fabriquent clandestinement des chemisiers. Clandestinement : comme chez Lip. A l'usine Cémoi de Grenoble, le personnel, inquiet de l'intention de la direction de fermer l'usine, décide de contrôler la gestion de la société et d'informer le public. Informer directement : comme chez Lip. A l'usine Kelton-Timex, une partie du personnel se met en grève pour réclamer de meilleurs salaires. Kelton-Timex est à Besançon, on y fabrique des montres : comme chez Lip.

Il était tentant, bien sûr, d'établir un trait d'union entre tous ces conflits et le conflit Lip. Si tentant que beaucoup ont succombé à la tentation. Erreur. Derrière les similitudes se cachaient des différences innombrables. Fondamentales. Et si l'examen de ces conflits confirme que quelques caractéristiques les rapprochent, il montre aussi, et surtout, qu'on ne peut sans risque d'erreur les déchiffrer avec la même grille.

« Lip est une affaire très particulière, nous déclare Albert Detraz, responsable du secteur politique à la C.f.d.t. C'est tout autre chose que Kelton, par exemple. C'est un conflit qui a sa vie propre. Et qui montre que, devant un problème d'emploi, la classe ouvrière ne reste plus passive. Avant, on acceptait l'inéluctable ; aujourd'hui, les salariés réagissent. Prenez Cerizay : une entreprise de 400 personnes, dont une centaine sont en grève, pour un motif très particulier : la réintégration d'une déléguée syndicale — le tribunal de Bressuire vient de condamner le directeur de la chemiserie à la réintégrer. Cette centaine de grévistes décide de vendre leur production. C'est presque plus original que Lip, car là, il n'y a pas de solidarité. C'est quand même quelque chose de formidable. C'est ce que j'appelle « la périphérie lipéenne » : Lip a donné des idées, mais ne peut servir de modèle. L'expérience de Lip pose ce problème : doit-on s'incliner devant ce que les économistes appellent l'inévitable ? On aboutit, avec Lip, au dépassement de l'économie dans le politique ; et, à partir de là, on trouve des idées. C'est cette pratique nouvelle qui est intéressante. »

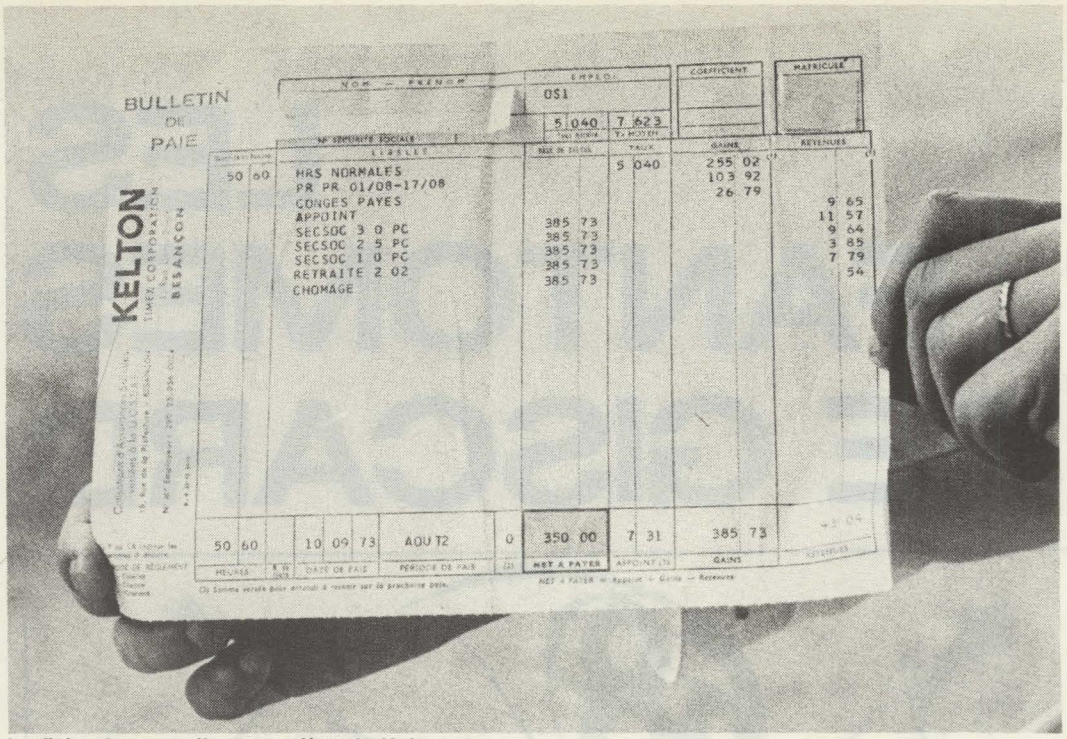
C'est indiscutablement une étincelle du foyer Lip qui a mis le feu aux poudres chez Kelton, à Besançon où, pendant une quinzaine de jours, des ouvrières se sont mises en grève illimitée. Plus exactement, les ouvriers de chez Kelton ont senti que, dans le contexe actuel, ils n'étaient plus seuls. « Nous avons tout pour nous en ce moment, déclarait samedi Henri Besse, délégué C.f.d.t. de l'entreprise. Après le conflit Lip, le gouvernement n'osera pas faire intervenir ses C.r.s. Et il n'a pas envie de se retrouver avec un deuxième Lip sur le dos ». Il est indiscutable aussi que l'atmosphère de Besançon a rendu les employées de Kelton, les « blouses jaunes », plus sensibles aux injustices dont elles étaient victimes.

Les similitudes s'arrêtent là.

Alors que les Lip luttent pour garder leur emploi et éviter le démantèlement de leur entreprise, les Kelton demandent des salaires plus décents. Les 2 500 employés de chez Kelton (75 % de femmes, 50 % de moins de 20 ans) étaient souvent payés en dessous du Smic : il n'était pas rare de gagner 5,04 ou 5,07 F de l'heure. De plus, il fallait compter avec les abattements d'âge : 10 % du salaire en moins pour les 16-17 ans, 5 % pour les 17-18 ans. Témoin, Nadine, 18 ans : « Je travaille depuis 2 ans chez Kelton, à l'expédition. Huit heures et demie par jour, je monte les bracelets-montres. Il faut que j'en fasse au moins 6 500 dans ma journée. Je gagne 5,10 F de l'heure. Ca me fait moins de 1 000 F par mois. Je me suis mise en grève le premier jour ».

C'est aux ateliers de chrome et de placage, qui emploient une quinzaine de personnes, que la grève a démarré le 11 septembre. Là, les conditions de travail sont particulièrement mauvaises : des bains d'électrolyse malodorants et une aération nettement insuffisante. Quelques ouvrières, ce jour-là, comparent leurs feuilles de paye. Et, à 11 h 30, elles partent en grève illimitée. « Ce n'est qu'ensuite qu'elles sont venues nous voir, explique un délégué C.g.t., en nous demandant d'épauler le mouvement ». Le mécontentement fait tache d'huile et, presque tout de suite, 80 % du personnel de la production arrête le travail.

A l'étonnement général. Personne ne prévoyait chez Kelton une telle explosion de colère. Pour tout dire, la direction se croyait tranquille : sur les 2 500 employés, on ne comptait guère plus d'une centaine de syndiqués. Jamais il n'y avait eu auparavant d'arrêts de travail. La résolution des grévistes a désarçonné. Dans un premier temps, les patrons ont cru pouvoir jouer sur la jeunesse des ouvrières : des lettres envoyées chez elles, expliquant qu'elles n'ont en fait aucune raison de se mettre en grève, puisqu'elles sont payées au-dessus du Smic depuis le 1er septembre, ont provoqué des drames dans bien des familles. Et il n'est pas rare que des filles ayant occupé l'usine la nuit n'osent pas rentrer chez elles le matin. Leurs nerfs n'ont pas été épargnés non plus : samedi dernier, la direction promet à 7 h 30 une lettre précisant ses propositions. Ce n'est pourtant qu'à 3 heures de l'après-midi que les délégués pourront en donner lecture aux grévistes : pendant près de 8 heures, les petites « blouses jaunes » attendent, à la cantine qu'elles occupent depuis le début du conflit, qu'on daigne les mettre au courant. Puis, ju-



La fiche de paye d'une ouvrière de Kelton.

geant les propositions insuffisantes, elles les rejettent.

Pourtant, la direction américaine de Kelton a reculé : le salaire d'embauche ne peut plus être inférieur au Smic (5,20 F de l'heure), prime exclue. Pour les ouvrières de la production, le salaire horaire sera d'au moins 5,53 F. Quant aux ouvriers professionnels des ateliers de mécanique, une augmentation de 45 centimes leur est accordée, mais elle inclut une augmentation de 3 % qui devait venir le 1er octobre. Ce qui explique que le travail a repris progressivement au début de cette semaine : la lutte, ont décidé les grévistes, se poursuivra sous de nouvelles formes.

Si l'on est loin des revendications initiales — 50 centimes pour tous — c'est tout de même une victoire. Car Kelton n'est pas Lip. A côté de la solide tradition syndicale des Lip et de leur qualification professionnelle, les petites O.s. de Kelton semblent quelquefois un peu perdues, comme en témoignent certaines questions posées aux déléguées lors des assemblées générales. « Pourquoi est-ce que c'est les chefs qui remplissent nos cartes de rendement ? » demande une gréviste. Réponse du délégué C.g.t. : « Mais il fallait en parler...

— On en a parlé.

— A qui ?

— A nos chefs ! »

Commentaire du délégué : « Tout irait beaucoup mieux dans cette boîte si les gens se déplaçaient pour venir nous voir quand quelque chose ne va pas ».

Certains grévistes sont déçus, mais les concessions arrachées à la direction, peut-être insuffisantes, ne doivent pas masquer l'essentiel : chez Kelton, rien ne sera plus comme avant.

Batailles de patrons

Ironie du sort : si les conflits de Lip et de Kelton n'ont que peu de chose en commun, la solidarité des travailleurs de Lip a aidé les grévistes de Kelton. Revanche paradoxale de la solidarité ouvrière sur la concurrence patronale : depuis des années, Kelton est l'adversaire pincipal de Lip. Les économistes rendent Kelton-Timex responsable de la crise dans laquelle Lip a sombré.

L'erreur d'appréciation de Fred Lip, qui n'a pas su mesurer le danger que représentait le débarquement en Europe de la montre-gadget, est en effet une des causes de son naufrage. L'invasion de l'Europe par le groupe U.s. Time (1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1969 ; 20 millions de montres vendues aujourd'hui dans le monde) remonte au début des années 60. Le pari américain était simple : face à la montre française ou suisse, à la « montre-bijou » fabriquée en petite série et vendue uniquement par les horlogers-bijoutiers, il s'agissait d'introduire sur le marché une « montre-à-jeter », robuste, fabriquée en très grande série, avec un minimum de pièces usinées simplement. Et surtout vendue partout : dans les tabacs, les grands magasins, les drugstores, les gares, certaines librairies. C'est Volkswagen contre Porsche, Renault contre Matra, le Cricket contre Dunhill. Le succès est immédiat. Et immense. En 1958, la montre simplifiée représentait 10 % du marché français ; en 1975, elle en représentera la moitié.

Face à ces nouvelles montres exposées entre tablettes de chewing-gum et paquets de Gitanes, Fred Lip n'a pas été le seul à faire la fine bouche. Et à manquer le coche. Les 12 000 horlogers-bijoutiers, agrippés à leur comptoir, n'ont pas vu plus loin que le bout de leur vitrine lorsqu'ils ont refusé de diffuser les Kelton. Ils commencent à le regretter : la part du marché qu'ils tenaient est passée, entre 1970 et 1972, de 67 à 60,4 %.

Cela signifie-t-il que la montre de qualité est, à terme, condamnée ? Non, répondent les experts, qui font remarquer qu'aux Etats-Unis et au Japon, après avoir dû céder du terrain à la montre-gadget, elle connaît une nouvelle vogue. C'est aussi l'avis du bureau d'études qui a travaillé pour la C.f.d.t. et qui a rendu publics ses travaux dans un rapport de 25 pages intitulé « Lip est viable » : « Si l'évolution du marché des montres à bas prix a été très importante ces dernières années (+ 25 % en volume en 1971), on assiste à un ralentissement de cette progression (+ 9,2 % en volume en 1972). Ces articles semblent donc avoir atteint un palier et laissent une large place aux montres de bonne qualité. Le nombre des montres vendues par le canal des horlogers-bijoutiers a très sensiblement diminué. Néanmoins, leur vente représente encore 79 % en valeur du marché total. »

Il y a donc de la place pour tout le monde. Raison de plus pour que les travailleurs de l'horlogerie n'acceptent pas de faire les frais des batailles sauvages qui opposent leurs patrons. C'est en tout cas ainsi qu'il faudra interpréter le voisinage, dans la marche sur Besançon de ce samedi, des blouses jaunes de Kelton et des blouses blanches de Lip.

MICHELE BACKMANN & CHRISTINE COTTIN

Angers: Les grévistes séquestrés

Les méthodes de répression anti-syndicale évoluent avec l'actualité. La dernière en date s'appelle tout simplement : enlèvement et séquestration de travailleurs en grève. Elle a été appliquée la semaine dernière par un cadre commercial d'une entreprise d'Angers : Recticel, fabrique de canapés et de fauteuils.

Depuis plusieurs jours, 35 ouvriers de la production avaient cessé le travail, à l'appel de la C.g.t., pour obtenir des augmentations de salaires. Un piquet de grève avait été mis en place l'autre jeudi. Les négociations piétinaient. Soudain, vers 13 h, un violent orage éclate sur Angers. Pour s'abriter de la pluie, les 10 membres du piquet de grèves — 6 femmes et 4 hommes — s'engouffrent dans une camionnette de la société qui stationnait à proximité. Avant que les travailleurs aient eu le temps de réagir, un cadre commercial, Lasserre, ancien militaire de carrière, s'installe au volant et la camionnette démarre, suivie par une voiture et deux autres cadres.

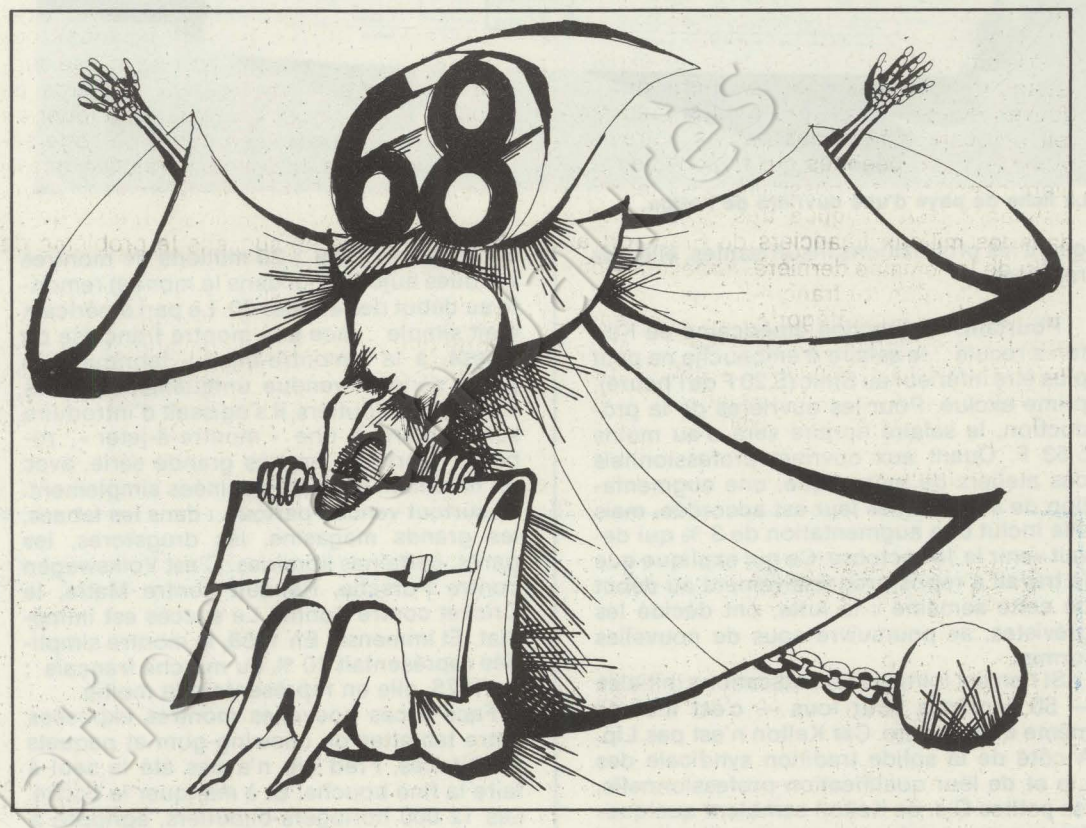
La promenade forcée prend fin à 10 km d'Angers, en rase campagne. Abandonnant le piquet de grève dans la camionnette, les trois cadres rentrent à Angers, pas peu fiers de leur coup.

Toutes les organisations syndicales et politiques ont vivement réagi. Des manifestations de protestation ont été organisées, des plaintes pour enlèvement et séquestration ont été déposées auprès du procureur de la République. La direction de Recticel, elle, nie toute responsabilité dans l'affaire. Mais, à défaut d'avoir commandité l'opération, il est clair que la direction entretient dans l'entreprise un climat malsain de répression des syndicats promise à toutes les exactions. Après l'enlèvement et la séquestration, à quand la bastonnade ?

Il est vrai que dans le département de Maine-et-Loire, qui connaît depuis peu les joies et les déboires de l'industrialisation, la pression anti-syndicale sous toutes ses formes s'est sensiblement aggravée au cours des derniers mois dans la chaussure, la confection, la métallurgie... Certains patrons manipulent des syndicats-bidons tout à leur dévotion, type C.f.t. Les entraves à la liberté d'expression des travailleurs et les atteintes au droit syndical se multiplient. C'est ainsi que depuis quatre mois, la direction d'une quincaillerie en gros, Bergue, refuse d'appliquer une décision de Justice et de réintégrer un délégué syndical, abusivement licencié. Elle préfère payer l'amende de 500 F (nouveaux) par jour de retard décidée par le tribunal. A cela il faut ajouter les manœuvres qui ont pour objectif de décapiter les sections syndicales, menacer de licenciements les travailleurs syndiqués ou en voie de l'être : la répression camouflée s'ajoute à la répression ouverte.

DANIEL LLOBREGAT

LES FANTOMES DE GISCARD



Tenter d'éviter une crise grave et ne rien faire qui mette gravement en danger l'emploi : sur ce postulat politique repose aujourd'hui la stratégie économique du gouvernement. En présentant son projet de budget, Valéry Giscard d'Estaing a été explicite : il refuse toute politique de type déflationniste. Selon lui, cela poserait « des problème d'emploi sérieux » et par là même « des problèmes sociaux et politiques des plus profonds ».

Apparemment, le gouvernement a donc été impressionné par les propos de Georges Séguy évoquant les possibles conséquences politiques de la situation sociale tendue. Au-delà, c'est le spectre de Mai 68 qui est resté dans la gorge de nos gouvernants. A croire que, pour eux, cette explosion a été uniquement le fruit d'une situation économique et sociale dégradée par la politique de stabilisation. Le gouvernement et Giscard d'Estaing refusent donc à tout prix — c'est le cas de dire — un ralentissement tant soit peu appuyé de la croissance et pratiquent de manière constante une politique de fuite en avant.

Pari hasardeux

L'année 1973 sera exceptionnelle en France. La croissance de la production intérieure brute battra tous les records, avec un taux prévu de 6,6 % contre 5,8 % de moyenne entre 1960 et 1970 et 5,6 % en 1972 ; il en sera de même dans l'ensemble des pays capitalistes développés. 1974 se présente, dès à présent, sous des auspices plus défavorables ; dès juillet dernier, l'O.c.d.e. laissait entendre, dans ses prévisions économiques, que 1974 verrait se produire dans la plupart des pays une décélération de la croissance. Pour sa part, le ministre français des Finances prévoit que le rythme de croissance de nos principaux partenaires économiques régresserait d'une moyenne de 5,7 % en 73 à 4,4 % en 1974. Il table, en France, sur une croissance de 5,5 % l'an prochain. Ce ne sera pas si facile d'y arriver.

Un tel taux de croissance suppose, en effet, une progression rapide de trois facteurs principaux : la consommation des ménages, l'investissement, l'exportation.

Pour le premier de ces facteurs, il est possible qu'on tienne le cap sans trop de difficultés. Avec bien sûr de grandes inégalités, la progression du pouvoir d'achat suit celle des revenus, lesquels sont entraînés par la hausse des prix et par les revendications justifiées qu'elle provoque. Dans la mesure où la hausse des prix continuera d'être forte — 6,7 % sont prévus — il est probable que cette tendance se poursuivra.

En matière d'investissements, le pari est plus hasardeux. La hausse du coût de l'argent — que vient de traduire de manière spectaculaire le relèvement à 11 % du taux de l'escompte — maintiendra un crédit onéreux. Joint au comportement traditionnellement timoré des industriels français qui s'accrochent toujours à la moindre raison pour différer leurs investissements, cela risque de faire plafonner l'investissement privé ces prochains mois. Et cela ne permettra pas de desserrer sensiblement les goulets d'étranglement perceptibles dans différents secteurs : il faudra donc vraisemblablement que l'Etat assure le relais, si besoin est. C'est une des raisons pour laquelle, bien qu'équilibré, le budget prévoit une progression rapide de 12,4 % des dépenses publiques.

Poker monétaire

Le dernier facteur — les exportations — est à coup sûr le plus déterminant ; c'est également le plus incertain. Les exportations risquent en effet de devenir plus difficiles. Première raison : il y a de fortes chances que nos prix augmentent plus rapidement que ceux de nos partenaires commerciaux. Par ailleurs le ralentissement de l'activité prévu notamment en Allemagne va conduire nos concurrents à se montrer plus agressifs aussi bien sur leurs marchés intérieurs que sur les marchés internationaux.

Autre élément à prendre en compte : les rapports de changes. La France a épuisé les avantages tirés de la dévaluation de 1969 et, en outre, les diverses manipulations monétaires depuis 1970 ont produit une réévalua-

uniteledis
UNE STRUCTURE AUDIO-VISUELLE
AU SERVICE
DES COLLECTIVITES LOCALES
TELEFILMS
VIDEOCASSETTES
ANIMATION AUDIO VISUELLE
FORMATION
DELEGUE MAURICE SEVENO
7 RUE VIOLLET-LEDUC, 75000 PARIS - 878.44.34

tion de fait de notre monnaie de l'ordre de 3 % (chiffre calculé par l'O.c.d.e.).

Ces difficultés prévisibles pour les exportateurs français expliquent peut-être que le gouvernement ne voit pas d'un si mauvais œil un réajustement des parités entre les monnaies européennes qui flottent de manière concertée. La possibilité d'un tel réajustement était évoquée très ouvertement dans les milieux financiers de Francfort à la fin de la semaine dernière. Appellera-t-on cela dévaluation du franc — malgré les démentis formels et catégoriques qui se sont succédé ces derniers jours — ou réévaluation des autres monnaies ? C'est de peu d'importance ; cela dépendra autant du rapport de forces politiques avec nos voisins que de la stratégie des spéculateurs internationaux et français.

A la suite des mesures fiscales annoncées la semaine dernière **(voir ci-dessous),** ces derniers sont venus ajouter une masse supplémentaire à la centaine de milliards de dollars flottants qui continuent de jouer au « poker monétaire ». Le début de cette semaine a certes connu une relative accalmie, puisque le franc a décollé de son cours plancher. Mais ce pourrait n'être qu'un répit qui laisse en suspens le problème de la parité du franc.

Ce qu'on pourrait appeler « la peur de Mai » conduit le gouvernement à faire en sorte que ne se dégrade davantage la situation de l'emploi qui est loin d'être satisfaisante actuellement : à preuve les mouvements sociaux qu'elle entraîne et qui se conjuguent aujourd'hui avec la grogne concernant les traitements dans le secteur public et nationalisé : grève dans les P.t.t. pendant 3 jours par régions successives ; préavis de grève F.o.-Fen-C.f.t.c. (pourtant signataires de l'accord de 1973) pour la période 8 - 13 octobre dans la Fonction publique ; menace dès mardi d'une nouvelle grève à la S.n.c.f...

Dès lors, le gouvernement est conduit à accepter sans trop réagir une hausse accélérée des prix, dont on connaît les méfaits concernant les plus défavorisés. Il est même éventuellement prêt à sacrifier la monnaie, ce qui pèsera davantage encore sur les prix — même si les exportations s'en trouvent artificiellement favorisées, pour un temps. Une politique du coup par coup, qui discerne seulement les obstacles immédiats et traduit un seul souci : celui de durer.

DAVID SYLVAIN

La justice fiscale attendra

On l'annonçait comme une sorte de Zorro de l'économie. On allait voir ce qu'on allait voir : les méchants punis, la justice enfin rétablie dans le monde chaotique de la fiscalité.

On a vu. En présentant la semaine dernière son projet de budget pour l'an prochain, Valéry Giscard d'Estaing a surtout brillé par son talent publicitaire en rassemblant diverses mesures sous le titre prometteur de « lettre rectificative de justice fiscale ».

L'astuce du ministre des Finances n'est plus à démontrer. En l'occurrence, cette distinction entre le budget proprement dit et certaines mesures fiscales traduirait sa volonté de donner à voir qu'il met dès à présent en route sa réforme fiscale « juste ».

Que les quelques mesures arrêtées par Giscard d'Estaing mettent fin à un certain nombre d'incongruités de notre système fiscal, soit. Mais la justice fiscale ne trouve guère son compte dans des dispositions qui modifient de manière toute relative la charge de l'impôt.

Dans le fourre-tout que constitue cette « lettre », Giscard d'Estaing a mis pêle-mêle différentes choses qui vont du remboursement de l'emprunt Pinay à la réduction de la provision pour investissement que peuvent constituer les entreprises au titre de la « participation », et de l'aménagement du barème de l'impôt sur le revenu au relèvement de l'impôt sur les revenus de placement.

Au travers de ces dispositions — qui derrière Giscard d'Estaing engagent bien sûr tout le gouvernement — apparaissent deux directions : d'une part, une certaine normalisation de la fiscalité, la suppression de certains privilèges qui faisaient ressembler notre système fiscal à une sorte de « passoire » ; d'autre part, une atténuation de l'effort demandé aux contribuables les plus modestes et une aggravation légère des impôts pesant sur les plus fortunés ou affectant des profits exceptionnels.

Au titre de la normalisation de la fiscalité, Giscard d'Estaing a annoncé différentes mesures qui ont en commun de mettre fin à des situations pour le moins bizarres. La plus rappante consiste à rembourser les titres de l'emprunt Pinay, ainsi que le contrat de prescription l'autorise. Les titres Pinay, indexés sur le cours du napoléon, ne rapportaient qu'un intérêt modique de 3,5 % mais bénéficiaient d'une exonération totale de droits de succession. Cette exonération, à l'origine, avait été conçue pour attirer une épargne peu encline à faire confiance au franc : elle était devenue, au fil des ans, un moyen commode pour contourner la fiscalité des successions. L'usage successoral du « Pinay » — qui coûtait environ 1 milliard chaque année en manque à gagner au Trésor — était si bien établi qu'on a pu voir, la semaine passée, des commentateurs écrire que l'emprunt Pinay était « un moyen d'atténuer la fiscalité des successions jugée trop pesante ».

Une autre mesure prévue consiste à réduire (de 100 % actuellement, 80 % l'an prochain, 75 % en 1975 et 50 % en 1976) la proportion des sommes versées au titre de la « participation », sommes que les entreprises peuvent constituer pour investir, en franchise d'impôt sur les sociétés. L'intéressement consiste, paraît-il, à faire participer les salariés d'une entreprise à ses bénéfices. Or, par le biais de cette provision, il pouvait être supporté indirectement dans sa totalité par les contribuables — en manque à gagner sur l'impôt sur les sociétés. C'est ce phénomène aberrant que le gouvernement entend limiter. Du reste, même en 1976, 75 % de l'intéressement continuera d'être financé par le budget de l'Etat.

En adoptant ce genre de mesures, dictées par le bon sens et dont nous n'avons pris que deux exemples significatifs, c'est tout juste si Giscard d'Estaing ne se fait pas traiter de « dangereux gauchiste » par la bourgeoisie. C'est dire combien elle est attachée à ses privilèges !

L'autre orientation discernable dans les dispositions annoncées par le ministre des Finances tend à modifier, de manière fort relative, la répartition de la charge de l'impôt. Sur ce plan, quelque chose est fait : par exemple, la refonte des basses tranches du barème de l'impôt sur le revenu et la réduction à 10 % — au lieu de 20 % — de l'abattement sur les tranches de revenus salariés supérieures à 311 000 F.

Mais ces mesures ne mettent en jeu qu'un total de 4 milliards de francs sur un montant total de recettes fiscales qui dépasse 250 milliards (en termes bruts). C'est peu et surtout cela ne modifie pas sur le fond une fiscalité fort peu redistributive.

On sait que le système fiscal français accorde une place démesurée aux impôts indirects. Du fait de la hausse des prix prévue l'an prochain — qui pourrait du reste bien être supérieure aux 6,7 % annoncés — non seulement la part de la fiscalité indirecte ne diminuera pas, mais elle aura même légèrement tendance à augmenter, accroissant par là le caractère injuste du système fiscal. Ne prenons qu'un exemple : la T.v.a., qui apportera à elle seule 44,5 % des recettes de l'Etat — contre 17 % seulement venant de l'impôt sur le revenu — n'est guère redistributive, en ce sens qu'elle n'est pas modulée sur les revenus du consommateur qui la paie, même s'il existe différents taux ; mais, en outre, elle affecte proportionnellement davantage les couches populaires que les titulaires de revenus élevés qui ont les moyens d'épargner davantage. Ce qui la rend purement et simplement inéquitable.

Les mesures présentées par Giscard d'Estaing, qu'elles visent la répartition de la charge fiscale ou la suppression de quelques incongruités dans le système fiscal, ne représentent que quelques touches de peinture sur une façade qui a un besoin pressant d'être ravalée, sinon carrément reconstruite. Le peintre Giscard est peut-être habile, mais c'est la peinture qui fait défaut... Ou plutôt la volonté politique qui manque.

La riposte des Algériens

Surprise et grincement de dents : c'est ainsi que le gouvernement et les milieux patronaux ont accueilli la suspension de l'émigration algérienne vers la France. La décision du président Boumediene n'intervient pourtant pas à l'improviste et les avertissements avaient été multipliés ces jours derniers. Cette surprise embarrassée ne peut donc masquer les responsabilités écrasantes du gouvernement français dans la situation actuelle, faire oublier sa scandaleuse passivité devant les exactions fascistes dont 11 Algériens — parmi lesquels plusieurs pères de famille nombreuse et un adolescent de 16 ans — ont été victimes en moins d'un mois.

Comment le gouvernement a-t-il pu supposer que les dirigeants d'Alger ne réagiraient pas ? Les propos de Houari Boumediene, dès le début du mois, ne manquaient pourtant pas de clarté : « Nous avons observé la plus grande modération quand des Algériens ont été assassinés. Pour ne pas attirer la haine. Mais il est des situations qu'il est difficile d'accepter. C'est un problème de dignité...Je le dis franchement : si le gouvernement français ne veut pas de nos travailleurs, qu'il le dise. Nous les reprendrons... Si, en revanche, la France a besoin de nos travailleurs, son gouvernement a le devoir de les protéger. »

Et, nul ne l'ignore, la France ne peut se passer des émigrés algériens. Ils sont 730 000 aujourd'hui dans notre pays, dont près de 70 % d'actifs. Sans eux, l'industrie automobile, le bâtiment et les travaux publics, les services municipaux de voirie, bien d'autres encore ne pourraient plus fonctionner.

C'est pourquoi le gouvernement s'est enfin décidé à manifester un minimum de bonne volonté. Les déclarations de Georges Gorse et de Raymond Marcellin, le 24 septembre, marquent indéniablement un recul de leur part. Il aura fallu la pression conjuguée d'Alger, des partis de gauche, des organisations antiracistes et des syndicats qui ont organisé les manifestations de masse du 25 septembre pour l'obtenir. Ce recul du Pouvoir tient en quelques mesures — très insuffisantes. Ainsi, les enfants de travailleurs étrangers pourront enfin obtenir des bourses d'études. Et la circulaire Fontanet-Marcellin voit sa mise en application repoussée d'un mois. Mais, à partir du 31 octobre, elle touchera ceux qui, faute de soumission à leur patron, se retrouveront en situation irrégulière. Pour eux, ce sera l'expulsion. Immédiate et sans discussion.

Mais les mesures essentielles que l'on attendait sont cruellement absentes et ce ne sont pas les propos des deux ministres qui peuvent rassurer. Le ministre du Travail annonce une période de fermeté et ironise sur les « amateurs de grève de la faim » — on sait en effet que les immigrés ont souvent attiré l'attention du public sur leur détresse par ce moyen non violent.

Et, s'ils s'avisaient de changer d'attitude,



Travailleur algérien rendant son tablier.

Marcellin tiendrait avec plaisir les promesses de fermeté prodiguées par son collègue. D'ailleurs, pour le ministre de l'Intérieur, tout va pour le mieux : « La campagne prétendument antiraciste, qui a été déclenchée par un certain nombre d'organisations extrémistes (sic) et de syndicats politisés, tend à accréditer l'existence d'un état d'esprit généralisé (?) dans notre pays, ce qui est manifestement faux. » Et de démontrer à coups de chiffres que les Algériens seraient plutôt plus assassins de Français que les Français d'Algériens ; mais que, de toute manière, on reste dans les normes, par comparaison avec 1972. Dénonçant les victimes et ceux qui s'en déclarent solidaires pour mieux épargner les bandes fascistes, Marcellin falsifie la réalité. Personne n'a prétendu que le racisme soit le fait de tous les Français. Et heureusement. Mais, il a suffi de quelques nostalgiques de l'époque coloniale pour qu'en moins d'un mois meurent onze innocents abattus à cause de la couleur de leur peau. Sans que pour autant soit appliquée rigoureusement la loi du 1er juillet 1972 contre les incitations à la violence, les diffamations et les agressions visant les travailleurs immigrés.

On comprend donc le souci d'Alger de voir Paris condamner publiquement les menées racistes en France. Pour Mohand Lounis, conseiller à l'ambassade d'Algérie à Paris, des mesures de sécurité pour protéger ses compatriotes sont indispensables et urgentes. Il rappelle que l'ambassadeur Bedjaoui était revenu tout exprès d'Alger, où il présidait une commission de la Conférence des pays non-alignés, pour expliquer à Paris la profonde émotion ressentie dans son pays devant la situation en France. Il aurait alors obtenu l'assurance du gouvernement français que des mesures rapides seraient prises pour mettre les criminels hors d'état de nuire. Mais plusieurs semaines se sont écoulées, et la liste des victimes s'est allongée. Ainsi s'explique la décision conservatoire d'interrompre l'émigration vers la France. Décision politique, selon Mohand Lounis, qui rejette les accusations d'opportunité avancées par certains. Il est vrai que le quota d'émigration annuel de 2 500 Algériens est pratiquement déjà atteint pour 1973. « Mais, ajoute Mohand Lounis, quand nous nous déclarons prêts à rapatrier nos compatriotes, nous ne parlons pas à la légère ».

Toutefois, des mesures de sécurité ne sauraient suffire. Les dirigeants algériens réclament une amélioration de l'accueil et des conditions de vie de leurs ressortissants. En effet, 46 % d'Algériens vivent dans des logements insalubres. Et c'est rarement, comme le prétendent certains, le fruit d'un choix délibéré aux fins d'« économiser ».

Le gouvernement algérien déplore aussi l'insuffisance de la formation professionnelle. Car, contrairement aux engagements pris par la France, moins de 3 000 travailleurs algériens en bénéficient. Sur plus de 400 000 ! Or, parmi ceux-ci, on compte 47 % de manœuvres, 35 % d'O.s. et 10 % d'ouvriers qualifiés. Il est évident qu'un effort considérable doit être fait pour permettre à un grand nombre d'entre eux d'acquérir une véritable qualification professionnelle. Enfin, la justice exigerait que cesse la discrimination dont ils sont victimes dans l'attribution des allocations familiales.

Toutes ces questions sont à l'ordre du jour des entretiens actuels de l'ambassadeur Bedjaoui avec plusieurs membres du gouvernement français. Sans doute comprendront-ils alors que ces problèmes ne peuvent être isolés des autres aspects de la coopération entre les deux pays.

JEAN-LOUP REVERIER

VILLE de DIEPPE
AFFAIRES CULTURELLES

FESTIVAL DE CINEMA BRITANNIQUE

DUNNING, LESTER
LOSEY-2, POLANSKI-2
RICHARDSON, RILLA

8 Films en 4 jours au THEATRE du CASINO du 29 septembre au 2 octobre 1973
(entrée gratuite sur invitations)

Rens. : Hôtel de Ville (35) 84.16.94.

Une urgence: la formation permanente

Les médecins vont retourner à l'école. Durant 10 jours — de ce vendredi jusqu'au 10 octobre — cinq à six mille praticiens français vont, dans l'amphithéâtre neuf du C.h.u. Pitié-Salpétrière de Paris, assister à la 27e session des Entretiens de Bichat.

Le programme est copieux et varié : entretiens, « tables rondes » portant sur des sujets cliniques et pratiques...Cette année, et pour tenir compte de la mode, du goût permanent du public pour la chose médicale, trois « débats d'actualité » entre médecins et personnalités (non médicales) sur des sujets intéressant le grand public et la presse d'information.

Les médecins qui auront bien voulu prendre part à ces entretiens — une poignée dans l'ensemble du corps médical — seront soumis à un recyclage intensif. Ils auront communication des derniers travaux de cardiologie aussi bien que d'hématologie. Ils pourront confronter leur expérience avec celle de leurs confrères, en pédiatrie comme en cancérologie, par exemple.

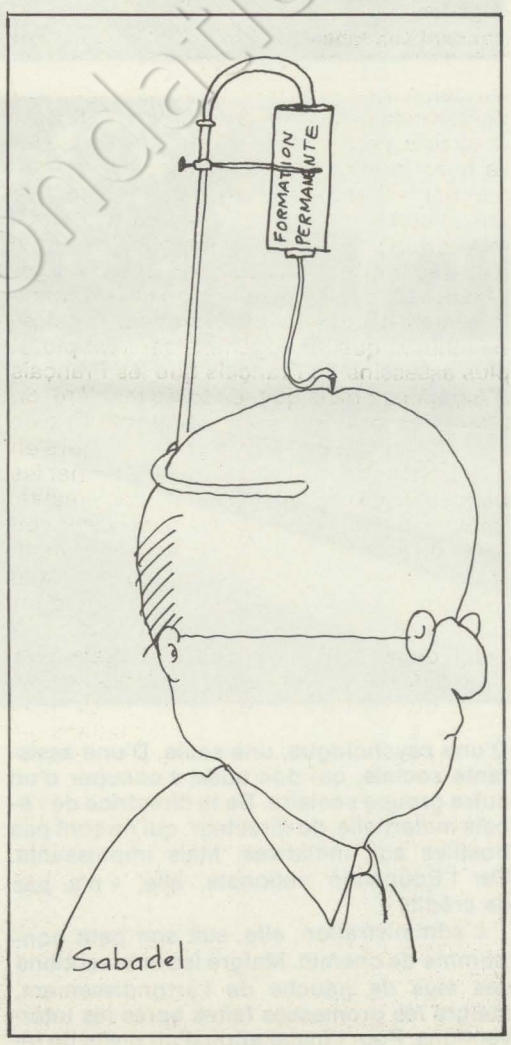
Mais les autres ? Peut-on espérer que tous ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu se rendre libres à cette occasion sont tenus au courant des progrès enregistrés dans leur profession ? Ce n'est pas certain...Actuellement, aucune obligation n'est faite aux médecins de mettre à jour leurs connaissances, bien que l'article 4 du code de déontologie le leur recommande : « Il est du devoir du médecin d'entretenir et de perfectionner ses connaissances. »

On admet aujourd'hui que la valeur des connaissances médicales est de cinq à six ans. En effet, la découverte de nouvelles thérapeutiques, le perfectionnement de certaines techniques, ainsi que l'apport constant de la recherche fondamentale, modifient ou rendent caduques bien des acquisitions. Six ans après l'obtention de leur diplôme, les médecins devraient donc se recycler, ou pratiquer la formation médicale continue. Certes, il existe les congrès nationaux ou internationaux de spécialistes, les conférences, les colloques, les « croisières médicales » et la presse médicale en général. Mais tout cela reste facultatif et, bien souvent, le médecin n'est informé que par...le visiteur médical qui dans sa spécialité peut être compétent, mais dont le but est d'abord de vendre.

« Je n'ai pas le temps de feuilleter les revues. Alors, lorsqu'un visiteur médical vient me voir, je l'écoute. Je sais bien qu'il vend d'abord sa camelote, mais je me dis qu'il est au courant, lui. » Le médecin qui parle est jeune, honnête. Et il vit à Paris... De plus, dans certains domaines, le médecin n'a reçu aucune formation. C'est le cas des troubles psychosomatiques, par exemple, de plus en plus nombreux dans notre société. Bien souvent, le médecin, à moins d'une motivation personnelle qui lui a fait pousser plus loin ses investigations, se trouve désemparé et dépassé par les problèmes psychologiques de ses malades. On peut dire que s'il connaît la maladie, il ignore souvent le malade.

A cela, certains médecins, pour la plupart des omnipraticiens, répondent que leurs horaires sont trop lourds et qu'ils ne peuvent les alléger. Ce qui est sans doute vrai, en particulier dans les campagnes où s'ajoutent les déplacements parfois éloignés aux consultations données au cabinet. C'est en réaction à cet « esclavage » que certains médecins, peu nombreux, se sont organisés en « groupe ». Cette médecine de groupe permet de ménager des horaires de travail plus souples et des temps de loisir inexistants jusqu'alors. Mais ces tentatives sont rares.

En 1972 s'est tenu à Créteil un colloque sur la formation des médecins : on apprenait que les initiatives individuelles de formation continue s'adressant aux praticiens régionaux s'étaient révélées décevantes : un médecin sur dix ou sur quinze seulement participe à cette formation continue — qu'il finance en partie, d'ailleurs. En Gironde, par exemple, les sessions réservées aux généralistes ne sont suivies que par une quinzaine de généralistes sur 150 invités. Ce qui revient à dire que, sur les 55 000 médecins français — dont 30 000 généralistes exerçant en pratique privée et sans attache hospitalière — 5 000 au plus bénéficient d'un recyclage constant... Et pourtant, une phrase revient en leitmotiv chez bien des praticiens : « Nous connaissons trois urgences : l'hémorragie, l'infarctus et la formation permanente. »



Pas très loin

Le ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale semble s'être aperçu qu'un problème existait. Dans une note d'information de mai 1972, il définissait la formation médicale permanente et en rappelait la nécessité. Cependant, le mode de financement préconisé pour la réalisation de ce projet — deux lignes et demie d'une note de trois pages — laisse rêveur : « Toutes ces formations auront un financement autonome assuré par les cotisations des médecins, complété éventuellement par des dons et subventions ; si la participation des laboratoires est possible, elle doit rester conforme aux règles de l'office central ».Est-il bien sérieux d'envisager une formation médicale continue efficace, financée par les cotisations des « bénéficiaires », des dons et l'aide des laboratoires privés ?

La Confédération des syndicats médicaux français (C.s.m.f.) et la Fédération des médecins de France (F.m.f.) ont pour leur part créé, en mai dernier, une Association nationale pour la formation médicale continue (Asformed). S'appuyant sur la loi du 16 juillet 1971 relative à la formation professionnelle continue, cette association demande la possibilité de mettre en place un fonds d'assurance-formation qui serait constitué par les cotisations versées par les médecins, mais aussi par la participation des Caisses nationales d'assurance maladie et par celle des organismes sociaux ou des entreprises et collectivités « demandeurs de professionnels ». Il est prévu que tous les médecins, même les plus isolés, puissent bénéficier de la formation continue. Mais, pour sa part, l'Union des médecins de la région parisienne se montre opposée à tout financement d'origine extra-profesionnelle. C'est dire que si les organismes professionnels — donc les médecins — ressentent la nécessité d'une formation permanente, un accord ne semble pas être en vue.

On en est là, c'est-à-dire pas très loin. Et tant que le ministère de la Santé se contentera de vœux pieux, aussi longtemps que la médecine pourra être une médecine de profit — les médecins ne sont pas tous mus par la perspective du profit ; en revanche, ils évoluent tous dans un système basé sur le profit — il ne sera pas possible d'envisager une véritable formation médicale continue. Et quel que soit leur intérêt, les Entretiens de Bichat ne sauraient s'y substituer. Ce qui est un tant soit peu angoissant pour les malades.

DENISE WACHTEL

LE BRUIT ET LA FUREUR

Les abords du boulevard périphérique sont, à n'en pas douter, bruyants et pollués. Et l'enceinte nord-est de Paris, particulièrement chargée en camions. Qu'un terrain soit choisi là pour y construire un groupe scolaire peut paraître insensé. Que les plans ne fassent mention d'aucune sorte d'insonorisation semble aberrant. Et que le projet soit accepté par les « services compétents » de l'Education nationale est extravagant. Il est vrai que l'école de la rue René-Binet avait été prévue avant l'existence du périphérique. Mais personne n'a eu l'idée de la changer de place lorsqu'on a su où passerait ledit boulevard. Et c'est ainsi que, depuis la rentrée 1967, le XVIIIe arrondissement de Paris a le privilège de posséder une école « modèle »... par ses vices de fabrication.

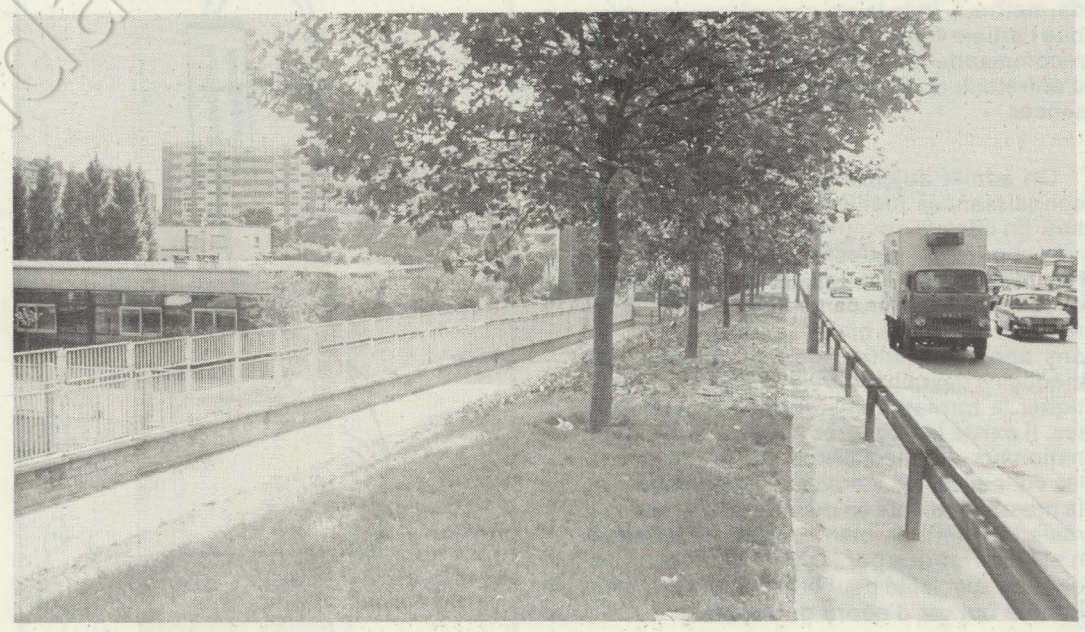
Non, le groupe scolaire de la rue Binet n'est pas composé de ces bâtiments préfabriqués à la va-vite. Mais de constructions « en dur » plutôt jolies, basses, aux façades de briques apparentes, le tout doté de larges baies vitrées, qui laissent passer plus aisément encore l'incessante rumeur de l'incessant défilé du boulevard.

Et pour mieux situer « l'environnement » : l'implantation des bâtiments à 15 mètres, en contrebas du talus du périphérique — les premiers étages de classes étant ainsi au même niveau que la route — un terrain vague — très vaste, large, un beau terrain — borde la façade de la rue Binet. Un champ, comme labouré, où persistent à végéter quelques pissenlits montés en graine. Et du chiendent.

Tout contre, des H.l.m. De ces tours carrées plantées droites. Hautes. En face, des groupes d'immeubles en briques rouges, comme on en voit tout au long des boulevards extérieurs. A deux pas, l'hôpital Bichat. A trois pas, les Puces de Saint-Ouen. Et, pour « humaniser » le tout, cinq peupliers qui ont survécu à tous les actes de vandalisme. Un quartier pour le moins réjouissant. Une école « d'affreux jojos », qui de toute façon — on le dit, du moins — ne respectent et ne respecteront jamais rien.

Alors, qu'importe qu'ils soient agressés toute la journée par le bruit ? Ne dit-on pas qu'ils le sont tout autant chez eux ? Qu'une inondation perturbe la sortie des classes, les parents accusent la direction de l'école. Que les institutrices se fassent injurier par les gosses, elles dénoncent le milieu familial, et demandent leur mutation. Qu'il y ait des actes de vandalisme n'étonne plus personne et l'Education nationale envoie tous les ans un réparateur pour les stores. Et lorsque les parents protestent contre les cafards qui envahissent la cantine, l'assistante sociale rétorque que le seul moyen de s'en débarrasser est l'arsenic. Et comme c'est dangereux pour les enfants... Alors, au groupe scolaire de la rue Binet, de deux maux, on choisit le moindre. Et on « compte » sur le dévouement de quelques maîtresses. De quelques parents pour amener les autres à se grouper.





D'une psychologue, une seule. D'une assistante sociale, qui doit aussi s'occuper d'un autre groupe scolaire. De la directrice de l'école maternelle, du directeur, qui ne sont pas hostiles aux initiatives. Mais impuissants. Car l'Education nationale, elle, « n'a pas de crédits ».

L'administration, elle, suit son petit bonhomme de chemin. Malgré les interventions des élus de gauche de l'arrondissement, malgré les promesses faites après les interventions. Pour l'installation d'un poste de téléphone chez le gardien. Pour l'ouverture d'une seconde loge. Pour la mise en place d'un système d'alarme. Et principalement pour la mise en chantier des travaux d'insonorisation.

Dans une lettre, le préfet a bien répondu aux parents d'élèves et aux élèves que « les crédits ont été dégagée pour cette dernière opération et les travaux vont pouvoir commencer ». C'était le 19 janvier 1973. Deux mois avant les élections. Depuis, rien. Pendant ce temps, les voitures tournent à la

même allure, et le même ron-ron, le même murmure, entrecoupé des sirènes d'ambulances, trouble toujours autant les classes de la rue Binet, les cours de récréation de la rue Binet, les cantines de la rue Binet. Pourtant, dans le réfectoire, des plaques perforées ont été placées au plafond. Un essai antibruit ? Non, le camouflage d'une malfaçon : il se lézardait. Quant au terrain vague, il ne faut pas négliger l'action des services techniques des Parcs et jardins, propriétaires dudit terrain : ils l'ont si bien nivelé au printemps que, la semaine dernière, l'orage l'a raviné. Et les eaux inondaient l'accès, le seul accès de l'école. Pas de chance, c'était l'heure de la sortie. Les portes ouvertes étaient ouvertes. Voilà 800 gosses dans la boue. Les pompiers sont venus : ils étaient deux. La conclusion des pouvoirs publics : l'unique connecteur des eaux est insuffisant. Un incident qui aurait pu être grave — parmi d'autres. Une sortie de secours ? Il en existe une. Sur le périphérique. Non, n'imaginez pas les enfants s'éparpillant sur la chaussée. Un chemin — étroit — protégé par une barrière conduit à la rue du Lieutenant-Colonel Dax. « Tu sais, dit Sophie, j'ai vu des garçons qui l'escaladaient pour aller chercher leur ballon ». La surveillance ? D'abord les préaux : parce qu'ils sont ouverts — c'est le règlement. « Quand il pleut, on garde les petits dans les classes ». Fenêtres fermées, évidemment. A cause du bruit.

Le cours de chant de Céline : « La maîtresse nous dit : Fermez la fenêtre. Deux minutes après : ouvrez la fenêtre parce qu'il fait trop chaud. On ne s'entend plus, alors fermez la fenêtre... »

Les cours de français : « On avait voulu enregistrer des exercices de langage sur magnétophone. Jamais l'institutrice n'a pu discerner la voix de l'élève du bruit des voitures. »

Enfants perturbés

Les problèmes « matériels » de l'école de la rue Binet, les parents s'y sont intéressés. Une première fois, en 1968, dans l'enthousiasme de Mai. Puis l'association s'est doucement dissoute. En décembre 1972, des enseignants ont fait grève, pour protester contre la « qualité » de leur école. Après quoi les parents se sont à nouveau rencontrés. Et l'A.p.e. a reçu 136 adhésions. Lundi, ils se sont comptés. Tout est à reprendre. La présidente a déménagé, le trésorier a changé sa fille d'école.

C'est que les plus favorisés du quartier mettent leurs enfants aux cours privés. Ou essaient de les faire entrer au groupe de la rue Belliard. L'école Binet est l'école maudite.

« Le tiers de ma classe — le C.p. — dit Nadia Bezié, fidèle depuis six ans, est composé d'enfants inadaptés ; plus de la moitié sont perturbés dans leur milieu familial. Et on constate que les troubles rencontrés chez les petits s'accentuent lorsqu'ils grandissent ».

Rien ici n'est sécurisant, ni pour les élèves ni pour les parents. Et si parfois des interrogations naissent lorsque ces enfants deviennent agressifs, indisciplinés, instables, qu'un boulevard périphérique trouble les quartiers populeux et devienne souterrain aux abords des « beaux quartiers », là on ne se pose plus de questions.

Les élèves de la rue Binet ont tout eu : le bruit, la chaleur, l'eau. Jusqu'à l'année dernière, il leur restait, en bien propre, un terrain vague — leur jungle. On le leur a ôté. Aujourd'hui, la place est nette ; il reste le bruit.

JOSETTE BARBIER

La menue monnaie de Fontanet

Le 9 décembre 1971, du temps où le baron Guichard sévissait à l'Education nationale, une commission, présidée par Louis Joxe, avait été installée rue de Grenelle pour étudier « la fonction enseignante dans le second degré ». Cinq mois plus tard, un rapport voyait le jour. Puis on n'entendit plus parler de rien.

Ce rapport brillait avant tout par l'honnêteté intellectuelle. Ainsi, pour démontrer que les inégalités scolaires ne sont pas dues à des inégalités proprement sociales, les commissaires écrivaient : « Il est fondamental de remarquer que les résultats scolaires des enfants ne sont pas fonction de la richesse ou de la profession des parents, mais de leur niveau culturel ». Car chacun sait que le niveau culturel et le niveau professionnel et pécuniaire des gens sont sans rapport, n'est-ce pas ?

Au terme d'une centaine de pages de cogitations, la commission émettait dix-huit « recommandations ». La troisième précisait ainsi que « les établissements organisent librement leurs horaires hebdomadaires, dans le cadre d'allocations annuelles par discipline ». Et plus loin : « Afin de permettre aux établissements d'exercer leur initiative pédagogique, 10 % de l'horaire annuel total resterait à leur disposition et ne ferait pas l'objet d'une définition nationale ».

La commission se sépara en mai 1972. Fontanet succéda à Olivier Guichard. Les travaux des « sages » allaient-ils sombrer dans l'oubli ? On le crut un moment. Mais les dieux de la technocratie veillaient : le 27 mars 1973, une circulaire ministérielle parut, qui reprenait — en l'émondant quelque peu — la suggestion concernant les fameux 10 %. A partir de la rentrée de septembre 1973, dans tous les lycées, C.e.s et C.e.g. de France et de Navarre, les enseignants auraient à leur disposition 10 % de l'horaire pour se livrer à des « activités » pédagogiques non précisées, si possible « pluri-disciplinaires », exceptionnellement à des « cours de rattrapage » pour les « élèves en difficulté » — étant bien entendu que ces « activités » ne sauraient revêtir aucun caractère « socio-éducatif » : ciné-club, organisation de conférences ou de débats. Ce sont, c'est bien connu, des activités potentiellement subversives...

Sur le moment, la propagande aidant, un vent d'enthousiasme souffla : enfin, une « grande initiative pédagogique » se faisait jour ! Evidemment, les râleurs impénitents faisaient observer que la circulaire était muette sur les moyens matériels. Elle citait les excursions comme type d'activité, mais ne disait pas qui paierait ! De même, les professeurs de français et de langues qui voudraient confronter la presse dans différents pays seraient obligés de payer les journaux nécessaires... de leur poche. Mais l'opération « renouveau pédagogique » avait fort bien fonctionné — et c'était bien là le but premier de la manœuvre.

Le premier, mais pas le seul.

Car il y a quelques objectifs annexes. Celui-ci, par exemple : profiter du fait que les enseignants auront à cœur de « bien utiliser » les 10 % en question pour augmenter subrepticement leur horaire hebdomadaire. Ce qui rejoint — par hasard ? — la quinzième recommandation des « sages », une « nouvelle définition » — oh, qu'en termes galants... — des obligations de service. Cet autre encore : intéresser les élèves et les enseignants pendant un dixième du temps, pour faire passer doucement les neuf dixièmes restants, si souvent pénibles... alors que c'est bien sur ces neuf dixièmes-là que les élèves continueront d'être jugés.

Au reste, ils se pourrait que le but principal ne soit pas là. En autorisant « exceptionnellement » la dévolution des 10 % à des cours de rattrapage, la circulaire du 27 mars suggère discrètement le moyen de son propre torpillage. C'est une perche tendue aux enseignants pris de court, ou peu imaginatifs, ou encore, plus simplement, dévoués à la réussite scolaire de leurs élèves et désireux de « finir les programmes » — car ceux-ci, en fait, n'ont été réduits que fictivement, étant « allégés » le plus souvent de choses qu'on n'enseignait déjà plus. Une perche qui sera sans doute saisie par beaucoup, ce qui autorisera ensuite les technocrates ministériels à prendre les foules à témoin de l'impéritie et du conservatisme du corps enseignant.

A l'heure où Pierre Messmer insulte les enseignants du « public », mitonne des formes subtiles d'abaissement de l'âge de la scolarité et prépare le numerus clausus à l'entrée des universités, le moins qu'on puisse dire, c'est que la manœuvre n'est pas innocente.

JEAN-PIERRE MOULINS

Un cri rouge

Il y a en France un malentendu Ingmar Bergman. Nous ne connaissons qu'une fraction de Bergman : le cinéaste. Alors que l'auteur dramatique, l'homme de télévision, et surtout le metteur en scène de théâtre nous sont inconnus. Qu'il serait donc passionnant de connaître sa version de scène de « La sonate des spectres » de Strindberg... Car son nouveau film, « Cris et chuchotements », n'est rien d'autre que sa propre « Sonate des spectres ».

L'argument tient en quelques lignes : deux sœurs réunies au chevet de la troisième, Agnès, qui se meurt dans les pires souffrances. Et qui pourtant ne pourront lui être d'aucun secours à l'heure du grand passage : ce sera la servante de la famille, Anna la sainte, qui donnera à l'agonisante la chaleur et l'amour. Mais à partir de là, quelle richesse ! Il y a toute une série de « lectures » du film de Bergman. La lecture politique, au moins en soubassement discret de l'œuvre. Non que Bergman brise avec son « apolitisme » : c'est déjà un sacré événement que, si l'on en croit Jörn Donner, il proclame son estime pour Olof Palme et aille voter, ce qu'il ne faisait jamais. Pourtant, si la véritable protagoniste de « Cris et chuchotements », la mort, n'a pas d'étiquette sociale, l'autre grand thème du film — l'étouffement de l'amour, et même de la simple « communication » humaine, par la morale de la bourgeoisie victorienne — en a bien une.

A travers les sous-produits de cette morale (répression sexuelle, refoulements), on rejoint ici la « lecture » psychanalytique ; Freud n'est jamais loin : tout au long du film, les exemples abondent plus encore que dans l'œuvre antérieure de Bergman. A commencer par la prédominance du rouge dans « Cris et chuchotements » : « Quand j'étais petit, dit Bergman, je m'imaginais l'âme comme un monstre noir dont l'intérieur était rouge ». Lecture métaphysique, aussi : le fils du pasteur Erik Bergman ne disserte pas sur la mort — on sera déçu si on attend du film une croisière commentée sur le Styx — mais met impitoyablement face à elle, seul à seule — puisque Dieu est mort — ses quatre héroïnes... et le spectateur.

Reste la « lecture » cinématographique, qui d'ailleurs les résume toutes. Le cinéma, c'est-à-dire cette alchimie merveilleuse d'images animées et de sons. Ces derniers, dit Bergman lui-même, sa sensibilité les privilégie toujours. Le titre même de son film l'indique : relayés, épisodiquement par Chopin et Bach — Bergman choisit maniaquement ses illustrations musicales — ce sont les cris (de l'agonie) et les chuchotements (des vivants) qui rythment la marche d'Agnès vers la mort. Mais c'est d'une « vision » personnelle de Bergman : « trois femmes vêtues de blanc parlant dans une salle rouge », que le film est né — déjà d'autres œuvres avaient comme point de départ un songe semblable



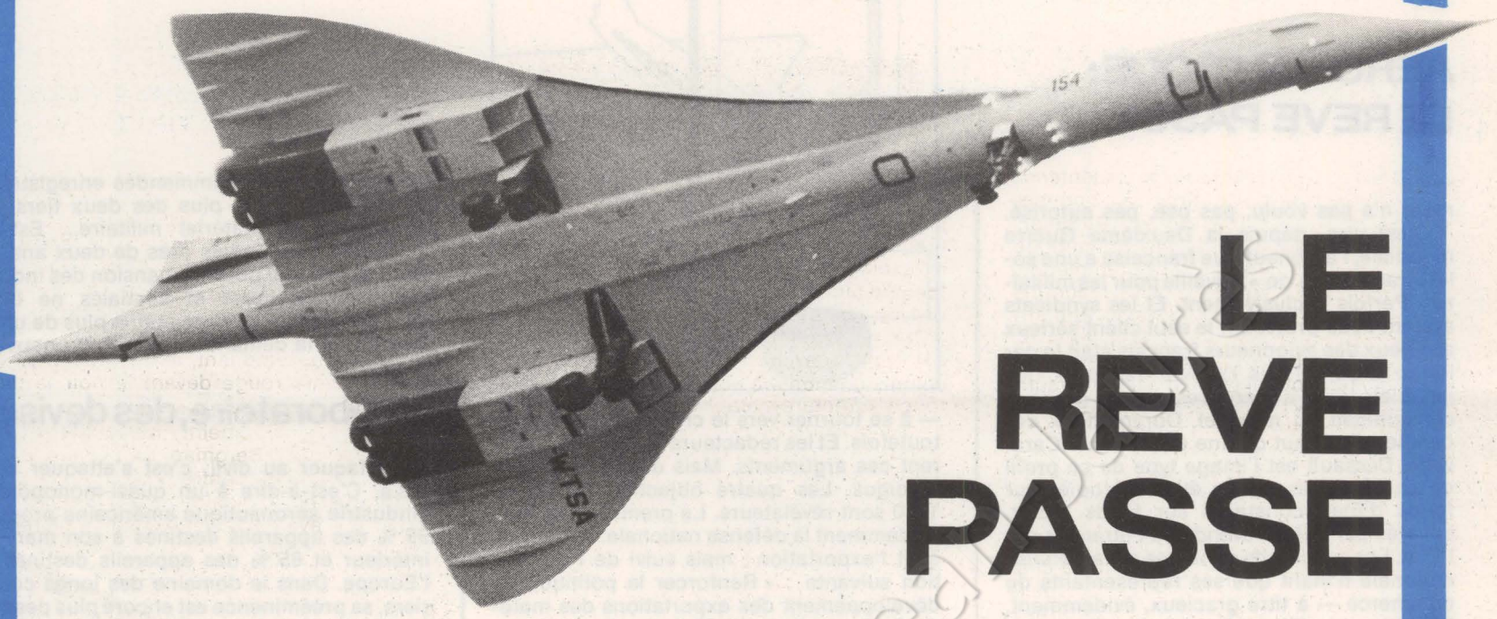
(« Persona ») ou un morceau de musique de Bartok (« Le silence ») ou de Stravinsky (« Les communiants »). Du cinéma à l'état pur : composition subtile de la prise de vue, montage très fouillé sous les apparences de la simplicité, utilisation des visages des quatre femmes (Harriet Andersson, Liv Ullmann, Ingrid Thulin, Kari Sylwan) comme Bergman les aime tant, reflux progressif de la dominante rouge devant le noir le plus effrayant...

D'avoir ainsi atteint au sublime, on comprend que Bergman se déclare incapable de choisir entre « le cinéma : sa maîtresse, et le théâtre : sa femme légitime ». S'il avait finalement une préférence secrète pour sa « maîtresse », cela tiendrait beaucoup à l'homme Bergman. Jacques Robnard, qui a travaillé avec lui à l'Opéra de Stockholm — et qui va publier le découpage de « Cris et chuchotements » à la mi-octobre dans « L'avant-scène » — insiste sur le mélange de simplicité et de secret qui caractérise Bergman. Un être plutôt renfermé, distant, un peu sauvage, qui reconnaît « éprouver des difficultés à établir des contacts » avec autrui — ce qui éclaire les scènes de « Cris et chuchotements » où les deux sœurs survivantes renoncent à se comprendre et s'aimer après y être parvenues un bref instant dans l'ombre de l'agonisante. Or, ajoute Bergman, « le cinéma, collecteur et distributeur de rêves, est un moyen fantastique pour toucher son prochain, pour entrer en contact avec lui, le rendre ou furieux ou heureux, le rendre triste ou le faire réfléchir, pour ébranler ses sentiments... Et j'ai un colossal besoin de contact. »

Ceux qui connaissent Bergman, comme Jörn Donner, le répètent : « Certains de ses films le touchent de si près qu'il ose à peine les toucher... Et bien des mots ont le goût du sang ». La puissance de « Cris et chuchotements » vient sans doute de là, autant que de la façon dont le film, 18 ans après l'« Ordet » de Dreyer, transgresse le dernier de nos tabous, celui de la mort. Bergman raconte qu'il a été anesthésié pour une intervention chirurgicale : « Cinq heures... J'ai cru qu'il s'était passé une minute. J'ai songé que la mort, c'était ça, quelque chose de très banal, et je pense qu'il n'y a rien après ». Depuis « Les communiants », il sait et il dit que Dieu n'existe pas, ou du moins ne répond jamais — il n'y a pas de réponse au prêtre de « Cris et chuchotements » qui réclame à la moribonde de « demander à Dieu de donner un sens à notre vie, car cette terre est sombre et sale, et le ciel vide et cruel ». Seuls l'amour et la tendresse humaine d'êtres comme Anna peuvent retarder l'horreur absolue du néant. C'est dérisoire. Mais sans cette toute petite lueur de bougie, Bergman n'aurait pas, avec ce film, osé regarder de si près sa blessure secrète. Et nous n'aurions pas osé regarder de si près la nôtre.

SERGE RICHARD

AERONAUTIQUE:



LE REVE PASSE

Concorde aux U.s.a. L'Airbus en Amérique du Sud. Georges Pompidou à Pékin. Grandes manœuvres, volonté de se tailler un marché, ou poudre aux yeux ? « La tournée du Concorde n'est qu'une opération publicitaire. Pas même destinée à d'éventuels acheteurs : les P.d.g. des compagnies « intéressées » connaissent déjà l'appareil. Ils ont volé avec. Et en savent autant que nous sur ses possibilités et ses limites ».

L'homme qui parle est un technicien de la Société nationale industrielle aérospatiale (Snias). Il ajoute : « Je me demande si ce voyage — car ce sont les responsables de l'aéroport de Dallas qui nous ont invités — n'a pas été décidé pour convaincre les Américains de la nécessité du supersonique. Non pas pour nous l'acheter. Mais pour en construire un. Pendant plusieurs années, on a expliqué au public américain que de tels avions étaient non seulement inutiles, mais dangereux. Trop coûteux et trop pollueurs. Si le gouvernement U.s. veut reprendre le S.s.t., il faut bien qu'il persuade ses électeurs que tout cela n'était pas tout à fait vrai. Et nous aurons fait les frais de l'opération. »

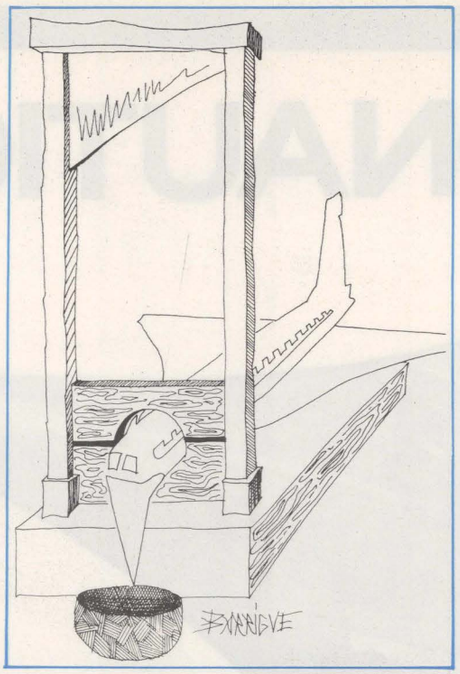
Dans chaque usine française, pour chacune des fabrications en cours, le pessimisme est visible, à fleur de peau. C'est que la crise de l'aéronautique française ne touche pas que le Concorde. A Pompidou, déclarant à Pékin à propos de ce dernier : « Je ne désespère pas », fait écho Yves Guéna, ministre des Transports : « Nous sommes au bord du gouffre ».

Les chiffres sont là. Les carnets de commandes sont presque vides, le chiffre d'affaires de l'ensemble des sociétés stagne depuis trois ans. Les échecs sont tous azimuts. Même les fabrications militaires ne sont plus ce qu'elles étaient : la panoplie de Dassault a vieilli, le Mirage est surclassé par des matériels étrangers. Et le ministère des Armées a de plus en plus de mal à vendre les avions du député U.d.r. L'aéronautique vit d'emprunts, de dettes. Pour l'Aérospatiale les dettes à court terme atteignaient 62 % de l'actif de l'entreprise au début de l'année 1973. Au début de septembre, l'Etat autorisait la société nationale — qui a perdu l'année dernière 13 millions de francs — à lancer un emprunt de 120 millions en même temps qu'il lui accordait une avance en capital de 90 millions de francs. Parallèlement au vide des carnets de commande, il y a la baisse du nombre des emplois. Depuis le début de l'année, la Snias a réussi à « perdre » 1 000 postes de travail : pas d'embauche, mises à la retraite ou à la pré-retraite, démissions presque forcées par le jeu des déplacements. Sur les plans de charge, on est en dessous de l'hypothèse minimum prévue lors de l'élaboration du VIe Plan. La tranquille assurance des membres de la commission des Transports a disparu. Leurs textes semblent, à la relecture, chargés d'un humour noir involontaire, mais certain. Par exemple, cette conclusion : « En matière d'emploi, c'est 20 000 à 25 000 emplois d'ingénieurs, techniciens et spécialistes qualifiés qui seront offerts (dans plusieurs régions en raison de la décentralisation de l'industrie et, en particulier, dans des zones où des personnels sont rendus disponibles par des secteurs en sous-emploi). Il s'agit là d'une action promotionnelle d'une incontestable portée sociale qui profitera à l'ensemble du pays. »

C'est que le bilan est vite fait : Concorde ne se vend pas. L'Airbus ne se vend guère mieux. Le Mercure — de Dassault — n'a pas plus de clients. Les hélicoptères ne se vendent plus aussi bien. On ne sait pas si Corvette se vendra. Les Mirage ont fait leur temps: seuls les Saoudiens sont encore intéressés, avec peut-être le Zaïre. Les diverses directions tentent de gagner du temps — on compte dorénavant en mois — pour éviter les licenciements. La Snias allant jusqu'à lancer une nouvelle fabrication, le Corvette, sur ses fonds propres — « à ses risques et périls », a souligné Yves Guéna — pour éviter 2 000 mises à pied. Car le gouvernement, pour ne pas faire de peine à Dassault — le Corvette est un concurrent du Falcon — n'a accepté de financer ni les recherches ni la fabrication. C'est tout juste s'il a autorisé la société nationale à contracter un emprunt.

Face aux cris d'alarme des syndicats — et des industriels — le gouvernement vient de prendre des mesures. Tardives et trop timides. Il a autorisé le crédit-bail. Les Américains le pratiquent depuis longtemps. A défaut de le vendre, on louera Concorde. Si toutefois les relais bancaires sont mis en place. Car, pour l'instant, rien n'est fait. On réorganise la Snias. On refuse — ce qui ne s'était jamais vu — des crédits à Dassault. Et on parle de l'Europe, de regroupement, de restructuration. Les ministres responsables parlent toujours de prendre une part plus importante du marché international, mais « sans affronter les U.s.a. ». Sans dire comment faire pour vendre sans les affronter. Jean Valleix, député U.d.r., rapporteur de la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'Union de l'Europe occidentale (U.e.o.), a pu faire, lors d'un colloque sur l'aviation européenne qui s'est tenu à Paris la semaine dernière, une intervention « œdipienne » très remarquée : « Et si Caravelle était un « créneau » actuel ? ». Non pas la Caravelle des années 60, mais une super-Caravelle, celle proposée alors par les syndicats et que le gouvernement n'a jamais voulu lancer. Fuite dans le temps ? Retour à l'âge d'or ? On oublie les faits. Car si les versions dérivées de Caravelle étaient arrivées plus tôt sur le marché, le monopole de Boeing ne serait pas ce qu'il est. Et les plans de charge de l'industrie aéronautique seraient peut être différents. Seulement, le gouvernement →

AERONAUTIQUE: LE REVE PASSE



→ment n'a pas voulu, pas osé, pas autorisé.

C'est que, depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'aéronautique française a une solide tradition : « on » travaille pour les militaires. Parfois exclusivement. Et les syndicats avaient beau protester, le seul client sérieux aux yeux des avionneurs français était le galonné. D'autant que l'Armée française, qui, jusqu'en 1962, a mené ses petites guerres, consommait du matériel. Durant deux décennies, il n'y eut qu'une exception : Caravelle. Dassault est l'image type de ce profil de carrière. Ses avions étaient étudiés sur fonds d'Etat, construits sur fonds d'Etat, achetés par l'Etat, revendus à l'étranger par l'Etat. Les successifs ministres de la Défense nationale n'étant que ses représentants de commerce — à titre gracieux, évidemment. Dans ces conditions, il est facile d'acquérir une grosse fortune et de se tailler une auréole de « gagneur ».

Mais, au début des années 60, le vent commence à tourner. La fin de la guerre d'Algérie, le succès de Caravelle, les mutations du transport aérien, incitèrent les responsables de l'industrie aéronautique à « tâter du civil ». Dix ans plus tard, on retrouvait la même velléité, et des arguments du même ordre : l'absence de conflit mondial, la réduction des conflits locaux, la fin probable de la guerre du Vietnam, l'évolution de la stratégie compromettent la vente de matériel militaire. Le coût d'un avion de combat étant monté en flèche, les pays acheteurs se mettent à hésiter, à remplacer leur matériel. Ce sont ces raisons qui poussèrent les industriels — et Dassault en particulier — à se tourner vers le civil. Avec prudence, toutefois. Et les rédacteurs du VIe Plan reprirent ces arguments. Mais dans des termes ambigus. Les quatre objectifs choisis en 1970 sont révélateurs. Le premier était bien évidemment la défense nationale. Le second était l'exportation ; mais suivi de l'explication suivante : « Renforcer la politique de développement des exportations des matériels aéronautiques militaires, afin de rentabiliser le potentiel existant et d'améliorer la balance commerciale. » Pour le troisième — le marché civil international — il était précisé : « Etablir de façon durable les fondements d'une industrie aéronautique française compétitive sur les marchés civils internationaux, qui seuls peuvent assurer son expansion dans l'avenir. » Outre que l'on peut se demander à quelle échéance — 1975 ? 1985 ? 2000 ? — les commissaires plaçaient « l'avenir », il faut également s'interroger sur ce que signifiaient pour eux « les fondements ». S'il s'agit de la structure de l'industrie, les modifications en cours sont conformes au Plan. S'il s'agit de conquérir une clientèle... Mais, de plus en plus, on est tenté de penser qu'il s'agissait de la structure plutôt que des productions. En 1971, sur les 5 milliards de commandes enregistrées pour l'exportation, plus des deux tiers intéressaient le matériel militaire... Est-ce pour cela que, depuis près de deux ans, le Comité national pour l'expansion des industries aéronautiques et spatiales ne tient plus de conférences, ne publie plus de chiffres ? Et à la demande de qui ? Du gouvernement ?

Un laboratoire, des devises

S'attaquer au civil, c'est s'attaquer aux U.s.a. C'est-à-dire à un quasi-monopole : l'industrie aéronautique américaine produit 99 % des appareils destinés à son marché intérieur et 65 % des appareils destinés à l'Europe. Dans le domaine des longs courriers, sa prééminence est encore plus pesante : à part Concorde, l'Europe n'en produit pas. Au total, le chiffre d'affaires annuel de l'ensemble des industries aéronautiques européennes ne représente même pas 15 % de celui de l'industrie américaine ! Dont les succès sont écrasants : le Boeing 727, par exemple, est le premier transport commercial à réaction vendu à plus de 1 000 exemplaires. Aux Etats-Unis, plus de 800 000 personnes travaillent pour l'aéronautique — contre 108 000 en France. C'est dire l'importance du secteur. Mais plus que par son volume de salaires, l'aviation est importante par le rôle qu'elle joue : c'est une industrie de pointe ayant pour vocation d'exporter. C'est-à-dire de jouer un rôle d'entraînement, de laboratoire pour l'industrie d'un pays et, en même temps, de faire rentrer des devises. Il était hors de question pour les

Les mésaventures de Concorde 3,1416

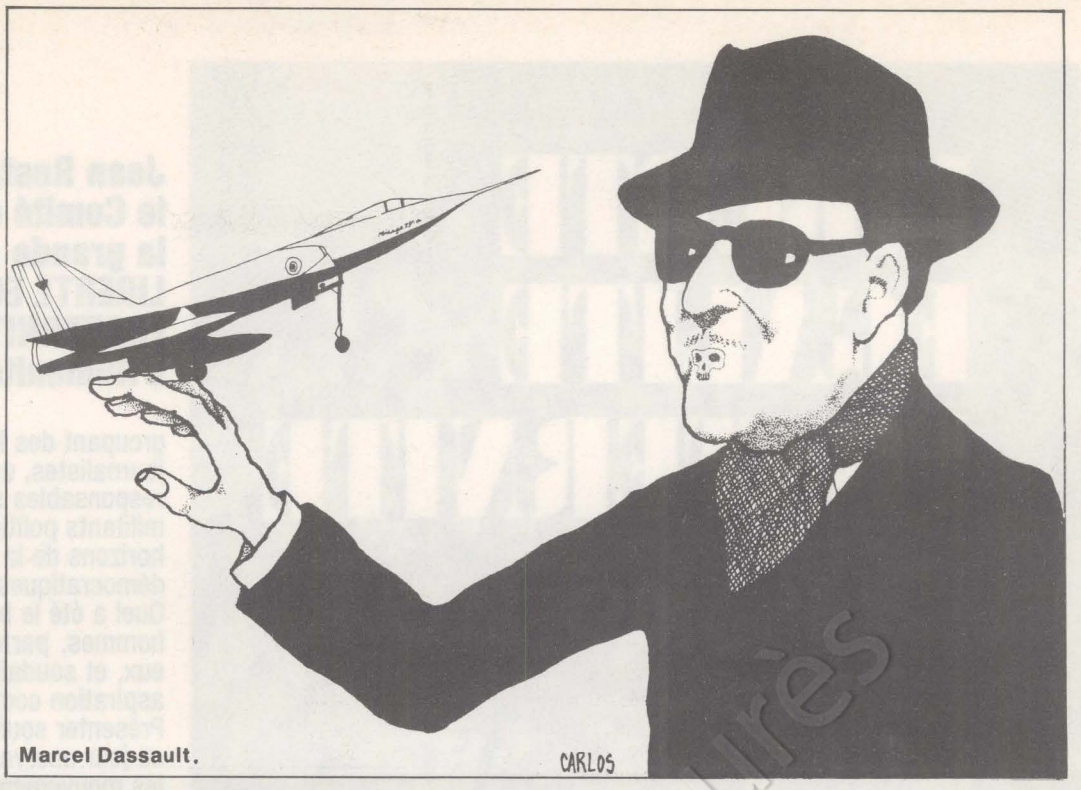
Tout le monde — ou presque — a sur Concorde un avis. Inutile pour les uns, prestigieux pour les autres. Trop cher pour tous : sa mise au point a déjà coûté 14 milliards. Ce que l'on sait moins, c'est comment est née « l'épopée » du supersonique. Et là-dessus le gouvernement fait silence. Voici pourquoi.

Novembre 1962. Les Français sont déjà moroses. Pour leur redonner de la France une certaine idée, Geoffroy de Courcel, ambassadeur à Londres, va signer avec le ministre anglais de l'Aviation un protocole d'accord pour la production d'un appareil de transport civil supersonique. Les ingénieurs en rêvent : il y a là des difficultés à résoudre. Les hommes politiques, rassurés par le succès de Caravelle, y voient l'occasion d'exalter « notre » grandeur. C'est en septembre 1961 que la décision avait été prise. Jugeant que l'on ne pouvait mener de front la super-Caravelle et le Concorde, les quelques hommes qui décident — à huis clos — ont sacrifié la super-Caravelle. Concorde n'est pas encore né. Mais on sait qu'on le fera. Le 26 décembre 1961, une douzaine d'ingénieurs de Sud-Aviation, de la B.a.c., de la Snecma et de Bristol Siddely s'enferment à Suresnes dans des locaux de Sud-Aviation. La consigne : mettre au point une formule.

Le 29 décembre la mission est — presque — remplie. Deux versions du même appareil sont retenues : un long et un moyen courrier. Et de Gaulle aura beau claquer la porte de l'Europe à l'Angleterre, l'accord signé sera honoré. Jusqu'à cet instant, aucun économiste n'a été consulté. Pas plus que les acheteurs. Qu'importe ! Le lyrisme des hommes politiques dépasse les envies des ingénieurs. Marc Jacquet voit déjà « Concorde » — les Anglais ont trouvé le nom de baptême — vendu à 300 exemplaires. Les Anglais sont moins rassurés. Tout au moins les travaillistes. Entre temps, Georges Pompidou a tranché. Entre le long et le moyen courrier, il a choisi le long. Ce qui, pour les techniciens, signifie la possibilité de rallier sans escale New York à Paris. O.k., boss ! Les ingénieurs reprennent leur règle à calcul. L'appareil pourra relier les deux villes. Mais pas plus. Aujourd'hui, lorsque la Lufthansa réclame un appareil pouvant aller de Francfort à New York, on peut tout juste lui répondre : « On ne nous l'a pas demandé avant ».

L'Angleterre pense alors abandonner, les coûts d'une opération bâtarde s'élevant rapidement. De Gaulle sort le contrat ; Wilson s'incline. Les coûts augmentent encore et l'avion prend du retard.

On pense alors Airbus. Techniciens français et anglais se mélangent les pédales, étudient deux fois la même chose, les sous-traitants — essentiellement pour les équipements — mènent entre eux une étrange guerre. Là, les techniciens sont impuissants. Pour décider du système de freinage, il faut aller jusqu'au ministre — à qui l'on ne savait pas de telles compétences. Enfin, arrivent les économistes. Qui rappellent qu'entre les coûts prévus et les coûts réels, il y a un rapport que l'on connaît — 3,1416 — et que le marché n'est pas si sûr que ça. Mais il est trop tard. L'appareil vole. Et il est bon. Car la seule chose que l'on ne puisse pas reprocher aux techniciens, c'est d'avoir fait leur métier. Douze ans après les premiers rêves, il semble que le plus dur est fait. C'est là qu'intervient la plus grosse erreur du programme Concorde. Car il reste à le vendre.



Marcel Dassault.

U.s.a. de laisser planer la moindre menace sur une industrie concourant pour une part importante à l'équilibre de leur balance des paiements. Et qui, pour 1973, leur permettra de réduire des trois quarts son déficit. La réaction américaine était donc prévisible. Mais, malgré les avertissements, le gouvernement ne voulut jamais admettre que pénétrer dans la chasse gardée des Américains équivalait à lancer une déclaration de guerre. La riposte ne se fit pas attendre.

Lorsque Juan Trippe, président de la Panam — la première compagnie aérienne du monde — débarque à Paris en juin 1963 pour rencontrer le général Puget, alors P.d.g. de Sud-Aviation — un des ancêtres de la Snias — les dirigeants de la société nationale n'en croient pas leurs oreilles. Trippe veut obtenir — et obtient — de se réserver six Concorde. A sa suite, les P.d.g. des autres compagnies viennent retenir leurs avions : la Continental, Middle East Airlines, American Airlines, la T.w.a. L'enthousiasme règne. « Le Figaro » confondant commandes et options, va jusqu'à titrer : « Six Concorde commandés ferme par Panam ». Au total, les options vont monter à 74. Mais personne n'a fait attention à un tout petit détail. Quelques heures après que Trippe eut obtenu ses six options, Kennedy parle aux cadets de l'Air de Colorado Springs. Il leur annonce la mise à l'étude d'un appareil qui surclassera « tout type d'avion construit dans n'importe quel pays du monde ». Trippe a gagné. Son coup de poker a réussi : le S.s.t. américain est relancé. Dix ans plus tard, ce projet mis de côté sous la double pression des compagnies et des écologistes, les compagnies américaines renonceront — bien évidemment — à leurs options. Et, compte tenu des clauses des contrats, reprendront leur mise. Avec un intérêt de 5 à 9 %.

Entre-temps, le gouvernement français s'est aperçu que miser sur la vitesse n'était peut-être pas la bonne solution. Reste alors le gros porteur. Mais là, les Américains ont pris de l'avance. En mars 1969, le rapport Montjoie sur les industries de pointe arrive sur le bureau du général de Gaulle. Le temps de l'inquiétude commence. Pour tenter de préserver le plan de charge de l'industrie aéronautique, la décision de lancer d'urgence l'Airbus est prise. Mais il est déjà trop tard. Ou trop tôt. Les transporteurs ont des flottes de Boeing à rentabiliser. Et peu importe que le marché d'un moyen courrier gros porteur soit de 400 appareils en 1980 pour atteindre 1 300 en 1985, si d'ici là on ne le vend pas. Ou peu. Car, pour l'instant, 16 exemplaires seulement ont été commandés et 22 options ont été prises. La qualité de l'appareil n'est pas en cause : Airbus est un bon appareil, silencieux, économique.

Mais, dans la bataille de géants qui se déroule, la qualité technique passe au second plan. Les pressions économiques prennent le dessus. Car la compétition, à ce niveau-là, passe par les politiques. Ou la politique. Les Espagnols, par exemple, participent à la construction du Mercure et achètent son concurrent, le Boeing 727. La Grande-Bretagne participe à la construction de l'Airbus, mais a choisi le Lockheed Tristar. Calculer la potentialité du marché européen ne sert à rien, si les Européens en question achètent outre-Atlantique. Et y trouvent des matériels de qualité équivalente, mais à des prix moindres. Car la crise du dollar est venue tout compliquer. En six mois, les appareils français ont vu leur prix augmenter de 25%.

Le vendredi 13 juillet, le gouvernement belge autorisait la Sabena à acheter des Boeing 737-200. A la place des Mercure 100 de Dassault. Le groupe Dassault-Bréguet avait pourtant bien fait les choses : une prise de capital dans la Société belge de constructions aéronautiques, assortie de l'assurance de faire participer les Belges à la fabrication de tous les matériels civils et militaires de la firme, promesse de construction d'ateliers, etc. Mais le Boeing 737 ne vaut que 25 millions de francs contre 32 au Mercure. Et des conditions de crédits qui n'ont aucun rapport avec celles offertes par les Français, des modalités de paiement exceptionnelles, des délais de livraison très courts... On comprend, dans ces conditions, que même Air-France, qui a des Boeing, hésite toujours à acheter le Mercure. On murmure depuis quelques jours que le gouvernement aurait mis son veto à l'achat par Air-France de nouveaux Boeing ; mais il est évident que les autres transporteurs, voyant la compagnie nationale renâcler, ne sont pas chauds pour acheter un avion plus cher que ses concurrents, et de surcroît au « créneau » mal adapté. Coincé entre le Boeing 737 de 115 places et le 727 de 155 places, le Mercure, avec ses 140 places, a du mal à se trouver une clientèle. A croire que Dassault a perdu son talisman. Ou qu'il est moins simple de vendre du matériel civil que du matériel militaire.

L'exemple du Mercure pourrait être multiplié. Car, plus que les qualités techniques intrinsèques d'un appareil, c'est aujourd'hui son prix qui est déterminant. De surcroît, les U.s.a., qui exigent un droit de douane de 5 % au moins sur tous les appareils vendus chez eux, n'ont pas à s'acquitter d'un tel droit lorsqu'ils vendent un appareil aux Européens : chez nous, ces droits sont nuls. Ce qui a pour effet de renchérir nos productions sur le marché déterminant, donc nous empêcher de vendre ailleurs.

Pour dominer la production mondiale, les Etats-Unis ont mis au point toute une politique qui ligote les éventuels outsiders. Cela commence avec les moteurs. A l'exception de Rolls-Royce — qui a suffisamment d'ennuis depuis trois ans pour ne pas être très dangereux — les U.s.a. n'ont pas de concurrent pour les moteurs de forte puissance : 82 % du marché mondial leur appartiennent. Ce qui signifie qu'il est hors de question pour un avionneur de penser construire un appareil conséquent sans lui adjoindre des moteurs américains.

Car, au problème de prix et aux connaissances techniques, s'ajoute le label de l'agence de certification de Washington. Depuis 1945, tous les pays acceptent les décisions de cette agence. Et, sans son label, un appareil est invendable aux U.s.a. Ce qui explique que, pour pénétrer ce marché, les constructeurs équipent leurs appareils de matériel américain. Et à l'heure actuelle, la majorité des avions fabriqués en Europe utilisent des équipements électroniques d'outre-Atlantique. Dans la guerre froide que les U.s.a. mènent à Concorde, on peut s'interroger sur le rôle du Bureau de Washington. Pour que Concorde ait des chances d'être vendu, il faut qu'il vole sur des lignes régulières. Le plus vite possible. Pour cela, il a besoin de son label de certification. Or, de mois en mois, il y a des « glissements de programme » qui retardent cette certification. Donc qui retardent sa mise en service. Ce qui l'empêche de faire la preuve de sa rentabilité et rend le S.s.t., sur lequel les Américains ont recommencé à travailler, plus crédible. Etrange, non ? Quant à la maintenance, les choses sont simples. Dans son rapport à l'U.e.o., Valleix pouvait écrire tout simplement : « L'Airbus et le Mercure n'auront de chance d'être vendus aux compagnies U.s. que s'ils sont dotés de moteurs de construction américaine, respectivement le CF 650 de General Electric et le JT 8 D 15 de Pratt and Whitney ».

L'histoire de la tentative française de faire une percée réussie dans la zone des appareils civils peut se résumer simplement. A aucun moment le gouvernement ne s'est donné les moyens de ses ambitions. Ni sur le plan financier, ni sur le plan juridique, ni sur le plan politique. Par exemple, les spécialistes s'interrogent toujours pour savoir quelle contrepartie — si contrepartie il y a — Pompidou a donné à Richard Nixon pour que celui-ci autorise la General Electric à travail-

→



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

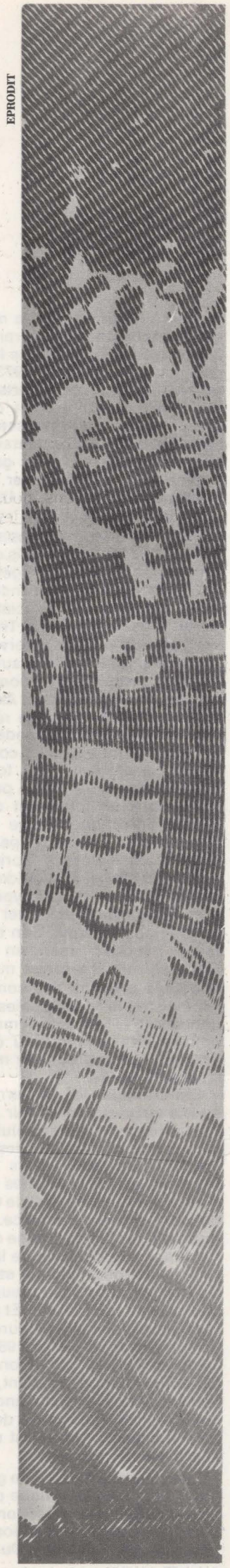
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



AERONAUTIQUE: LE REVE PASSE

→

ler avec la Snecma au développement d'un moteur de 10 tonnes ? Reste alors la fuite en avant. C'est-à-dire après avoir échoué à l'échelon national, rêver d'une industrie européenne. Parler de concentrations, de G.i.e., de regroupements. Tout rassembler dans une seule société de cellules. Non ; deux, répond Dassault. Trois, disent les Allemands. Non, rétorquent les Italiens, nous avons des accords avec Boeing. Car les contradictions entre constructeurs ne sont pas moins fortes que les contradictions entre Etats. Et ce rêve européen caressé par quelques-uns se heurte aux contradictions entre producteurs, mais aussi entre utilisateurs.

C'est dans ces conditions que se sont développés les programmes civils français. Et aujourd'hui la crise est là ; inévitable, semble-t-il. Il s'agit donc de définir les responsabilités, de dégager des chemins de sortie. S'il en existe encore.

Toulouse. Une ville articulée autour d'une industrie. Ici, l'aéronautique fournit du travail à 15 000 personnes. Sans parler des sous-traitants. La mono-industrie a tout dévoré. La chimie bat de l'aile, la C.i.i. vivote en espérant que le plan calcul ne soit pas jeté aux oubliettes. Avant même que la crise éclate, le problème de l'emploi est aigu : en avril 1973, uniquement dans la métallurgie, il y avait 10 000 demandes d'emploi non satisfaites contre 4 500 en 1972.

Alors, on attend. Et on espère. Car ici « on » croit au Concorde. Les retards successifs du gouvernement pour décider de la cadence de fabrication sont durement ressentis. « On nous avait dit juin. Puis août. Puis octobre. Aujourd'hui, on parle de la fin de l'année. » Les (petits) ballons d'oxygène que constitue la fabrication du Corvette et l'annonce de la possibilité de vendre Concorde en leasing n'ont pas suffi pour détendre l'atmosphère. D'autant que ces mesures étaient accompagnées d'une réforme de la Snias — une de plus — qui n'était pas attendue. Et le personnel perçoit mal l'intérêt d'une telle mesure. « Dans un premier temps, on nous a regroupés. De trois sociétés, on n'en a fait qu'une. Aujourd'hui, on nous redécoupe. Pour quoi faire ? » Un autre délégué a, sur ces « bouleversements », sa petite idée. « Le gouvernement devrait donner la médaille du Mérite à Ziegler (le président de la Snias). Il n'a peut-être pas réussi à vendre Concorde, mais il a fait cesser les grèves. Il est parvenu à diviser les syndicats. Tout comme il a réussi la fusion sans gros problème. Pourtant, en mai 1968, c'est dans une usine du groupe — à Bougenais, près de Nantes — que les occupations d'usines ont commencé. Aujourd'hui, cela va mieux, mais il nous aura fallu du temps pour que les gars retrouvent leur combativité. » Et il est vrai que les syndicats qui, durant des années, furent les seuls à tirer la sonnette d'alarme, se sont trouvés, un moment, pris à contrepied. Car on a souvent tort d'avoir raison les premiers. D'autant qu'après avoir demandé durant des années des programmes civils, ils se sont trouvés contraints de soutenir — au nom de la défense de l'emploi — des appareils qui ne correspondaient pas toujours à leurs vœux. Très tôt les responsables syndicaux français ont mis l'accent sur le transport de masse — c'est-à-dire les moyens courriers et les gros porteurs — plutôt que sur la vitesse.

Leur dilemme est d'autant plus fort qu'à part les appareils en chantier, il n'y a pas de projets dans les cartons. C'est-à-dire pas de solution de rechange. Pour la première fois depuis fort longtemps.

La crise est donc double. A la fois crise de vente — donc de production — et crise de programme. Et si des mesures radicales ne sont pas prises, que restera-t-il à l'aéronautique française ? Travailler pour la gloire aux projets de l'Europe spatiale ? Devenir des sous-traitants, des fabricants de pièces détachées pour le compte des Etats-Unis ? Fabriquer des casseroles ? Ne riez pas : on l'a déjà fait.

GUY PERRIMOND

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à 50 F ☐
normal d'un an à 90 F ☐
de soutien à 100 F ☐
de soutien à 150 F ☐
de soutien à 200 F ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

Ma part de vérité

La maison saccagée

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MARDI 25 SEPTEMBRE

A Etienne Mougeotte, d'Europe 1, qui, par référence au putsch chilien, m'interroge sur la déclaration du général Maurin : « L'armée n'est pas au service du capitalisme » et qui ajoute : « Cela vous rassure-t-il ? », je réponds que je n'ai pas à être rassuré mais que je crois à la sincérité du général Maurin. La tentation du coup d'Etat militaire face à un régime chancelant existera toujours. (J'avais d'abord écrit « surtout s'il est de gauche ». A la réflexion, je corrige : le 18 Brumaire, le 2 décembre, le 13 mai, ce sont des régimes conservateurs qui ont été liquidés et, plus près de nous, la révolte des quatre généraux d'Alger s'adressait au général de Gaulle). Ni les Etats-Unis d'Amérique ni l'U.r.s.s. ne sont à l'abri de l'aventure. Une accumulation d'échecs en politique extérieure et donc une menace pour l'intégrité de l'empire, la lassitude qui naît de la corruption, du scandale ou de l'insécurité pour les personnes et pour les biens — fussent-ils modestes — du plus grand nombre peuvent subitement déchirer le tissu, que par habitude on imagine solide, des systèmes les mieux établis. Si l'on me demandait de livrer le fond de ma pensée ou plutôt de me fier à mon intuition, ce qui serait en l'occurrence fort imprudent pour qui se garde de prophétiser, je dirais que je considère cette perspective comme probable.

Mais Etienne Mougeotte ne m'attendait pas là. Le parallèle qu'il dressait implicitement entre la fin du Chili d'Allende et l'issue que le directeur du « Figaro », parmi d'autres, prédit avec un rien de délectation au futur et sans doute prochain gouvernement de la gauche en France, ne visait qu'à me faire réagir sur le débat ouvert par la revue socialiste « Frontières » et relancé par le général Maurin : l'armée française est-elle ou non au service du capitalisme ? Sur ce point, je n'ai pas de doutes. L'armée, ou plus exactement, car c'est bien d'eux qu'on parle, la majorité des officiers n'éprouvent aucun sentiment d'allégeance à l'égard du capitalisme en tant qu'état économique fondé sur la domination de la classe sociale détentrice des moyens de production. Ils ne servent pas l'argent, qu'ils n'ont pas, qu'ils n'aiment pas. Le jeune homme qui choisit le métier des armes répond à une aspiration étrangère au monde qui l'entoure et dont la loi suprême, la règle d'existence, la fin dernière est et reste le fric. Je ne le vois pas s'indignant parce que la nation récupérerait les richesses du sous-sol ou l'industrie d'armement au lieu d'en laisser l'usage et le profit à quelques seigneurs d'importance. L'Auguste Pinochet lui-même et ses petits césars s'y prendront à deux fois avant de rendre le cuivre chilien aux trusts américains du Nord. Le devoir et l'intérêt de la gauche se confondent : il lui revient d'expliquer que la politique qu'elle propose tend précisément à préserver le domaine français de l'occupation ennemie, je veux dire du rapt déjà commencé de la plupart de nos ressources par le capitalisme multinational. Lequel de nos généraux monterait au créneau pour les beaux yeux de l'I.t.t. ? Son panache étoilé ne viderait pas les casernes. « Le Canard enchaîné » d'aujourd'hui relève l'écœurement des jeunes officiers qu'offensent certaines pratiques : recherches réalisées par les laboratoires de l'armée et utilisées par Dassault, création d'officines de vente d'armes pour le compte desquelles le haut commandement sert trop souvent de démarcheur. « Entre les missions militaires et les délégations d'officiers en civil envoyées dans tous les coins du monde, ce sont des milliers d'officiers français qui participent en fait au formidable commerce auquel se livre le gouvernement ». Trafic qui rapporte des milliards aux banquiers et aux industriels intéressés, remarque notre confrère.

Certes les officiers promis au plus haut rang restent solidaires de la bourgeoisie dont ils sortent. Mais les maîtres du jour auraient tort de compter sur les automatismes de la fidélité à l'ordre régnant si cet ordre continue d'apparaître tel qu'il est. La mode n'est pas à l'obéissance aveugle et ce que voient les yeux ouverts a de quoi désorganiser les réflexes conditionnés. Bref, l'armée commence à distinguer un coup d'Etat d'un coup de Bourse. La tâche des socialistes est de hâter, par un tenace travail d'explication, cette prise de conscience et de démystifier sans relâche les critères d'une société qui a poussé l'audace jusqu'à sacraliser sous le nom de propriété la part du lion. Mais le capitalisme ne se résume pas à cela. Si la question se pose de l'attitude de l'armée devant un changement de régime, c'est que d'autres valeurs que celle du profit sont en jeu. Limiter notre critique au seul aspect économique du système en cours réduirait par trop sa capacité de convaincre. Au socialisme il faut une morale. Un projet de société qui se passerait d'un projet de civilisation buterait vite sur l'impossible. L'amour et la beauté, la liberté et le savoir sont toujours à réinventer.

Gilles Martinet note justement dans « le Nouvel Observateur » que « près d'un tiers des jeunes officiers sont prêts à entendre un langage socialiste qui serait celui de la fierté, de la rigueur et du courage ». Ceux-là sauront alors qu'ils n'ont rien à perdre avec nous de ce qui fait leur véritable raison de vivre.

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

Pablo Neruda parle. Il est au premier étage de l'ambassade à Paris, dans son appartement. Debout, il a la hauteur, l'épaisseur d'une tour. Ses yeux fatigués se plissent à demi. Sa voix prononce le français en détachant chaque syllabe. S'il n'est pas sûr d'avoir dit juste, il interroge d'une inflexion, change le mot pour un synonyme et le fleuve de la phrase emporte le limon qui fera le poème. Maintenant, il est mort. Sa maison, sa vie saccagées. « Déjà ses yeux sont morts d'eau morte et de colombes ». Je relis « Résidence sur la Terre ». Il se plaint : « Il arrive que je me lasse d'être homme ». Il espère : « Lorsque le riz retire de la terre les grains de sa farine, lorsque le blé durcit ses petits épis et lève son visage aux mille mains, il accourt à la ramée où la femme et l'homme s'enlacent pour toucher la mer innombrable de ce qui continue ». Il maudit : « Généraux de trahison regardez ma maison morte, regardez l'Espagne brisée, mais de chaque maison surgit un métal ardent au lieu de fleurs, mais de chaque brèche d'Espagne surgit l'Espagne, mais de chaque enfant mort surgit un fusil avec des yeux, mais de chaque crime naissent des balles qui trouveront un jour l'endroit de votre cœur ». Nous sommes des millions dans le monde ce soir qui t'écoutons, Pablo.